

DOCUMENT

Spécial Histoire

UNE INCROYABLE LÉGENDE
L'ENVERS ET L'ENDROIT
DU GAULLISME



DE GAULLE

Un phénomène français

Les ressorts
d'une flamboyance

L'album du cinquantième de sa mort

ÉPOPÉE
La face
cachée de la
résistance



LIBÉRATION
Les Américains
ne voulaient pas
de lui ...



VÈME
RÉPUBLIQUE
Il a remis la
France en tête



LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Général De Gaulle a toujours su utiliser les bons mots, au bon moment !

Il maniait le verbe comme personne, possédait un sens de l'humour assez méconnu. Voici des anecdotes, des petites phrases assassinent, des proverbes, enfin, voici quelques bons mots du Général De Gaulle. J'espère que vous prendrez autant de plaisir à les lire que nous avons eu à les dénicher !

Certains sont très connus, d'autres, tout aussi truculents, moins !





Comment voulez-vous que les Français s'entendent dans un pays où il y a 258 sortes de fromages ?

La susceptibilité, c'est l'orgueil des imbéciles.

Quand on est Ministre, on ne se plaint pas des journaux, on ne les lit même pas, on les écrit !

Je vais répondre à une question qui, au fond de la salle, ne m'a pas été posée.

A une personne qui lui présentait son épouse : voici ma femme, mon Général, c'est une vraie gaulliste, il répondit, désabusé, la mienne, cela dépend des jours !

Mon seul rival international, disait-il, c'est Tintin. Pourquoi voulez-vous qu'à 67 ans, je commence une carrière de dictateur ?

4 juin 1958, à Alger : je vous ai compris !

Paris ! Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé mais Paris libéré !

Cette conférence de presse du 15 mai 1962 est restée célèbre par le bon mot que le Général fait à propos des langues artificielles. «Je ne crois pas que l'Europe puisse avoir aucune réalité vivante si elle ne comporte pas la France avec ses Français, l'Allemagne avec ses Allemands, l'Italie avec ses Italiens, etc. Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe, dans la mesure même où ils étaient respectivement et éminemment Italien, Allemand et Français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et qu'ils avaient pensé et écrit en quelque espéranto ou volapük intégré...».

LE SAVIEZ-VOUS ?



Le 4 février 1965, à l'Élysées, un journaliste lui demande : Comment allez-vous ? Je ne vais pas mal, mais rassurez-vous, un jour, je ne manquerai pas de mourir !

Le 9 septembre 1965, les journalistes sont convoqués à l'Élysée. D'emblée et avant même la première question, il entame son discours par une boutade. «Je vous réponds tout de suite, à la question que vous ne m'avez pas encore posée, que vous le saurez, je vous le promets, avant deux mois». Il s'agissait de sa candidature à l'élection présidentielle au suffrage universel.

La réforme oui, la chienlit, non, c'est le Premier Ministre de l'époque, Georges Pompidou, qui rapporte l'anecdote ; lors du Conseil des Ministres le Dimanche 19 mai 1968.

La difficulté attire l'homme de caractère, car c'est en l'étreignant qu'il se réalise lui-même.

Prenez invariablement la position la plus élevée, c'est généralement la moins encombrée.

La gloire se donne seulement à ceux qui l'ont toujours rêvée.

La guerre, comme la chasse, sauf qu'à la guerre, les lapins tirent.

La pire calamité après un général bête, c'est un général intelligent.

Pour faire le blocus de Monaco, il suffit

de deux panneaux de sens interdit.

Recevoir un grand nombre de journalistes est un plaisir. Un petit nombre : un ennui. Un seul d'entre eux : un supplice.

La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre.

J'aime bien ceux qui me résistent, l'ennui, c'est que je ne peux les supporter.

J'ai entendu vos points de vue. Ils ne rencontrent pas les miens. La décision est prise à l'unanimité.

L'administration, c'est mesquin, petit, tracassier. Le gouvernement, c'est pénible, difficile, délicat. La guerre, voyez-vous, c'est horrible, mais la paix, la paix, il faut bien le dire, c'est assommant.

Comme un homme politique ne croit jamais ce qu'il dit, il est étonné quand il est cru sur parole.

Si les policiers n'étaient pas bêtes, ils ne seraient pas des policiers. (Oui, il l'a vraiment dit, imaginez ce propos de nos jours...).



LA FAMILLE DE GAULLE EST UNE ANCIENNE FAMILLE, DONT LES ORIGINES REMONTENT VERS LE 13^E SIÈCLE ET QUI DÉBARQUA À PARIS AU MILIEU DU XVII^E SIÈCLE.

Richard de Gaule, avec un seul «l» ! Son nom semble provenir de «Galle», chêne en gaulois, l'arbre des druides. Puis on retrouve un Jehan de Gaules, le Gouverneur d'Orléans au XV^e siècle. Il fut l'un des chevaliers qui lutta pendant la Guerre de Cent Ans (ce qui semble être remis en cause ces dernières années, il semblerait que Jehan de Gaulle a bien existé, mais n'aurait pas joué de rôle aussi important et surtout qu'il n'aurait pas eu de descendance, mais rien n'est acquit). Au XVI^e siècle, Gaspard de Gaulle était nommé délégué au bailliage à Chalon sur Saône. Le Bailliage et séné-

chaussée étaient des termes qui désignaient à la fois une entité territoriale et la fonction d'officier de bailli qui était liée, il était donc le représentant officiel d'une autorité sur un territoire.

Charles de Gaulle (1837/1880)

Le premier à porter le prénom de Charles fut un écrivain, Charles de Gaulle, grand défenseur de la langue bretonne ainsi que du celtisme. Il s'agit de l'oncle du Général.

Julien Philippe de Gaulle (1801/1883)

C'est le père de Charles de Gaulle,

l'écrivain. C'était un historien très réputé. Il édita une histoire de Paris et de ses environs en 1839. Il publia également plus d'une cinquantaine de romans, dont le plus célèbre reste «Adhémar de Belcastel». Il est le grand-père du Général.

Pierre de Gaulle (1897/1959)

Ce fut un grand résistant et Président du Conseil Municipal de Paris. Geneviève de Gaulle, épouse Anthonioz (1920/2002). Résistante, présidente d'ATD, elle est inhumée au Panthéon.



Charles de Gaulle, Président de la République Française n'est pas le seul homme célèbre de la famille. Voici un aperçu des célébrités liés à la famille de Gaulle



Xavier, Marie-Agnès, Charles, Jacques et Pierre de Gaulle

COMMENT LE GÉNÉRAL DE GAULLE A SAUVÉ LA FRANCE

Charles de Gaulle, reste, 75 ans plus tard, un héros incontesté ! Il reste dans la mémoire collective un homme hors du commun.

De Gaulle sera au rendez-vous trois fois dans sa vie, et par trois fois, il sauvera la France, en 1940, en 1958 et enfin en 1968 ! En 1940, il incarne le refus d'obéissance et la République Française face à l'invasion allemande avec panache et obstination. En 1958, il prend enfin le pouvoir à la demande générale, et va mettre fin à la guerre d'Algérie et enfin, en 1968, où il va endiguer la crise de mai 68 et sa révolte ! Souvenez-vous, il va réussir à rassembler un million de personnes, des contre-manifestants sur les Champs-Élysées, un fait unique et qui ne s'est jamais reproduit !

N'oublions pas que le Général de Gaulle était un très fin stratège ! Il avait en lui, ce dosage de dialogue et de mains de fer politique et ce n'est lui faire injure, bien au contraire que de dire qu'il était passé maître dans l'art du bluff ! Il était têtu, borné même, vaniteux, il possédait un complexe de supériorité, un aveuglement égocentrique, mais il possédait un argument de taille dans sa

manche, un argument que l'on ne retrouvera plus jamais avec aucun homme politique «moderne», il aimait par-dessus tout la France et il était marié avec elle, jusqu'à la mort et cela se ressentait à chaque discours !

Et puis, un chiffre ne trompe personne, il reste, à ce jour, le Président de la

République préféré des Français, et loin devant tout le monde, 65 % de voix pour lui, 48 % pour Chirac, 47 pour Pompidou, un chiffre qui n'est pas près d'être battu ! Ce chiffre de 65 % dépasse largement les clivages politiques. Charles de Gaulle n'était pas simplement Français, il était la France !



CHARLES DE GAULLE

LE PRÉCURSEUR

De Gaulle était un général et homme d'État Français, chef des Français libres pendant la Seconde Guerre mondiale et architecte de la Ve République. Son idéologie politique, le «gaullisme», est devenue une influence majeure de la politique française.



1921, Charles de Gaulle et son épouse



Réunion gouverneurs Musée Colonies 1950

HISTOIRE CHARLES DE GAULLE



Charles André Joseph Marie de Gaulle (22 novembre 1890 - 9 novembre 1970) était un officier et homme d'État Français qui dirigeait le La Résistance française contre l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre Mondiale et a présidé le gouvernement provisoire de la République française de 1944 à 1946 afin de rétablir la démocratie en France. En 1958, il sort de sa retraite lorsqu'il est nommé Président du Conseil des Ministres par le Président René Coty. On lui a demandé de réécrire la Constitution de la France et a fondé la Ve République après approbation par référendum. Il a été élu Président de la France plus tard cette année-là, poste auquel il a été réélu en 1965 et qu'il a occupé jusqu'à sa démission en 1969.

Enfance et origines

De Gaulle est né dans la région industrielle de Lille dans le département du Nord, le troisième de cinq enfants. Il a été élevé dans une famille dévote catholique et traditionnelle. Son père, Henri de Gaulle, était professeur d'histoire et de littérature dans un collège jésuite et a finalement fondé sa propre école. Henri de Gaulle est issu d'une longue lignée de noblesse parlementaire normande et bourguignonne.

Le nom serait d'origine hollandaise, et pourrait bien provenir de van der Walle («du rempart», mur défensif). La mère de De Gaulle, Jeanne (née Maillot), descendait d'une famille de riches entrepreneurs lillois. Elle avait des ancêtres français, irlandais, écossais, néerlandais et alle-

mand. Le père de De Gaulle a encouragé le débat historique et philosophique entre ses enfants au moment des repas, et grâce à ses encouragements, de Gaulle s'est familiarisé avec l'histoire française dès son plus jeune âge.

Frappé par le récit de sa mère sur la façon dont elle pleurait enfant lorsqu'elle a entendu parler de la capitulation française face aux Allemands à Sedan en 1870, il a développé un vif intérêt pour la stratégie militaire. Il était également influencé par son oncle, également appelé Charles de Gaulle, qui était un historien et un celticiste passionné qui a écrit des livres et des brochures prônant l'union des Gallois, des Écossais, des Irlandais et des Bretons en un seul peuple. Son grand-père Julien-Philippe était éga-

lement historien, et sa grand-mère Joséphine-Marie a écrit des poèmes qui passionnaient sa foi chrétienne.

Éducation et influences intellectuelles

À l'âge de dix ans, il lisait l'histoire médiévale. De Gaulle a commencé à écrire au début de son adolescence, en particulier de la poésie, et plus tard sa famille a payé pour une composition, une pièce en un acte en vers sur un voyageur, à publier en privé.

Lecteur vorace, il privilégie les ouvrages philosophiques d'auteurs tels que Bergson, Péguy et Barrès. En plus des philosophes allemands Nietzsche, Kant et Goethe, il a lu les œuvres des anciens Grecs (en particulier Platon) et la prose du poète romantique Chateaubriand.

Des études à Paris

De Gaulle a fait ses études à Paris au Collège Stanislas et a étudié brièvement en Belgique où il a continué à montrer son intérêt pour la lecture et l'étude de l'histoire et a partagé la grande fierté que beaucoup de ses compatriotes ressentaient dans les réalisations de leur nation. Dès l'âge de quinze ans, il écrit un essai imaginant «le Général de Gaulle» conduisant l'armée française à la victoire sur l'Allemagne en 1930.

La France pendant l'adolescence de de Gaulle était une société divisée, avec de nombreux développements qui n'étaient pas les bienvenus pour la famille de Gaulle, la croissance du socialisme et du syndicalisme, la séparation légale de l'Église et de l'État en 1905, et la réduction de la durée du service militaire à deux ans la même année. L'entente cordiale avec la Grande-Bretagne, la première crise marocaine et surtout l'affaire

Il a écrit plus tard, que dans sa jeunesse, il avait anticipé avec une anticipation quelque peu naïve l'inévitable future guerre avec l'Allemagne pour venger la défaite française de 1870.



Le Général de Gaulle dans son bureau londonien de la France libre

HISTOIRE CHARLES DE GAULLE

Dreyfus ont également été mal accueillies. Henri de Gaulle est venu pour être un partisan de Dreyfus, mais était moins préoccupé par son innocence en soi que par la honte que l'armée s'était apportée. La même période a également vu une résurgence du catholicisme évangélique, la consécration du Sacré-Cœur, Paris et la montée du culte de Jeanne d'Arc.

Un élève moyen

De Gaulle n'était pas un élève exceptionnel jusqu'à la mi-adolescence, mais à partir de juillet 1906, il a travaillé plus dur à l'école en se concentrant sur l'obtention d'une place pour s'entraîner comme officier de l'armée à l'académie militaire de Saint-Cyr.

Lacouture suggère que de Gaulle a rejoint l'armée, bien qu'il soit plus enclin à une carrière d'écrivain et d'historien, en partie pour plaire à son père et en partie parce que c'était l'une des rares forces unificatrices qui représentait l'ensemble de la société française. Il a écrit plus tard que «quand je suis entré dans l'armée, c'était l'une des plus grandes choses du monde», une affirmation que Lacouture souligne doit être traitée avec prudence, la réputation de l'armée était à un creux le début des années 1900 après l'affaire Dreyfus. Il a été largement utilisé pour briser la grève et il y avait moins de 700 candidats à St Cyr en 1908, contre 2 000 au début du siècle.

Début de carrière

De Gaulle a gagné une place à St Cyr en 1909. Son classement de classe était médiocre (119ème sur 221 participants), mais il était relativement jeune et c'était sa première tentative à l'examen. En vertu d'une loi du 21 mars 1905, les aspirants officiers de l'armée étaient tenus de servir un an dans les rangs, y compris en tant que soldat et sous-officier, avant de fréquenter l'académie. En conséquence, en octobre 1909, de Gaulle s'enrôla (pour quatre ans, plutôt que le mandat normal de deux ans pour les appelés) dans le 33e régiment d'infanterie, basé à Arras.

C'était un régiment historique avec Austerlitz, Wagram et Borodino parmi ses honneurs de bataille. En avril 1910, il est promu caporal. Le commandant de



Maréchal Juin

sa compagnie a refusé de le promouvoir au grade de sergent, le grade habituel d'un officier potentiel, Il a finalement été promu sergent en septembre 1910.

De Gaulle a pris sa place à St Cyr en octobre 1910. À la fin de sa première année, il avait atteint la 45e place. À St Cyr, de Gaulle a acquis le surnom de «la grande asperge» en raison de sa taille (196 cm), haut du front et le nez. Il a bien fait à l'académie et a reçu des éloges pour sa conduite, ses manières, son intelligence, son caractère, son esprit militaire et sa résistance à la fatigue. En 1912, il obtint le 13e rang de sa classe et son rapport sur les évanouissements indiquait qu'il était un cadet doué qui ferait sans aucun doute un excellent officier.

Préférant servir en France plutôt que dans les lointaines colonies d'outre-mer, il rejoint en octobre 1912 le 33e régiment d'infanterie en tant que sous-lieutenant. Le régiment est désormais commandé par le colonel (et futur maréchal) Philippe Pétain, que de Gaulle suivra pendant les 15 années suivantes.

Il écrivit plus tard dans ses mémoires : «Mon premier colonel, Pétain, m'a appris

l'art du commandement». Il a été affirmé que lors de la préparation de la Première Guerre mondiale, de Gaulle était d'accord avec Pétain sur l'obsolescence de la cavalerie et des tactiques traditionnelles à l'ère des mitrailleuses et des barbelés, et a souvent débattu de grandes batailles et de l'issue probable de toute la guerre à venir avec son supérieur.

Mais rien n'est moins sûr, car bien que Pétain ait écrit des évaluations élogieuses de de Gaulle au cours des deux premiers trimestres de 1913, il écrivit aussi qu'il était est peu probable qu'il se démarque (en parlant de de Gaulle) parmi les 19

Juin et de Gaulle

Pour l'anecdote, le futur Maréchal Alphonse Juin, le premier de la classe, s'était effectivement évanoui durant les épreuves, et bien plus tard, le Général Alphonse Juin serait l'unique militaire à être élevé à la dignité de Maréchal de France de son vivant ! Il sera aussi le seul à tutoyer le Général de Gaulle, lorsqu'il devient président.

HISTOIRE CHARLES DE GAULLE

capitaines et 32 lieutenants sous son commandement. Dans ces conditions, il est difficile de croire que les deux hommes se soient concertés lors du conflit.

De Gaulle aurait été présent aux manœuvres d'Arras de 1913, au cours desquelles Pétain a critiqué le général Gallet en face, mais il n'y a aucune preuve dans ses cahiers qu'il acceptait les idées démodées de Pétain sur l'importance de la puissance de feu contre la doctrine dominante soulignant « esprit offensant ».

De Gaulle a souligné comment Maurice de Saxe avait interdit les tirs à la volée, comment les armées françaises de la période napoléonienne s'étaient appuyées sur l'attaque de la colonne d'infanterie et comment la puissance militaire française avait décliné au XIXe siècle en raison - soi-disant - d'une concentration excessive sur la puissance de feu (par exemple le Chassepot fusil) plutôt que d'élan. Il semble également avoir accepté la leçon alors à la mode tirée de la récente guerre russo-japonaise, de la façon dont les charges à la baïonnette par l'infanterie japonaise avec un moral élevé avaient réussi face à la puissance de feu ennemie.

De Gaulle est promu premier lieutenant en octobre 1913.

Première guerre mondiale

Lorsque la guerre a finalement éclaté en France au début du mois d'août 1914, le 33e régiment, considéré comme l'une des meilleures unités combattantes de France, a immédiatement été mis à l'épreuve de l'avance allemande à Dinant. Cependant, le commandant de la Cinquième armée française, le général Charles Lanrezac, est resté fidèle aux tactiques de bataille du XIXe siècle, jetant ses unités dans des charges inutiles à la baïonnette avec des clairons et des couleurs vives volant contre l'artillerie allemande, subissant de lourdes pertes. En tant que commandant de section, de Gaulle a été impliqué dans des combats

acharnés dès le départ. Il a reçu son baptême du feu le 15 août et a été parmi les premiers à être blessé, recevant une balle dans le genou à la bataille de Dinant. On prétend parfois qu'à l'hôpital, il est devenu amer à la tactique utilisée, et a parlé avec d'autres officiers blessés contre les méthodes dépassées de l'armée française. Cependant, il n'y a aucune preuve contemporaine qu'il comprenait l'importance de l'artillerie dans la guerre moderne. Au lieu de cela, dans ses écrits de l'époque, il a critiqué l'offensive «trop ridicule», l'insuffisance des généraux français et la «lenteur des troupes anglaises».

Il rejoint son régiment en octobre, en tant que commandant de la 7e compagnie. Beaucoup de ses anciens camarades étaient déjà morts. En décembre, il est devenu adjudant régimentaire.

L'unité de De Gaulle a été reconnue pour avoir rampé à plusieurs reprises dans un no man's land pour écouter les conversations de l'ennemi dans leurs tranchées, et les informations rapportées étaient si précieuses que le 18 janvier 1915, il reçut la Croix de Guerre.

Le 10 février, il a été promu capitaine, initialement en probation. Le 10 mars 1915, de Gaulle a reçu une balle dans la main gauche, qui semblait initialement insignifiante mais s'est infectée.

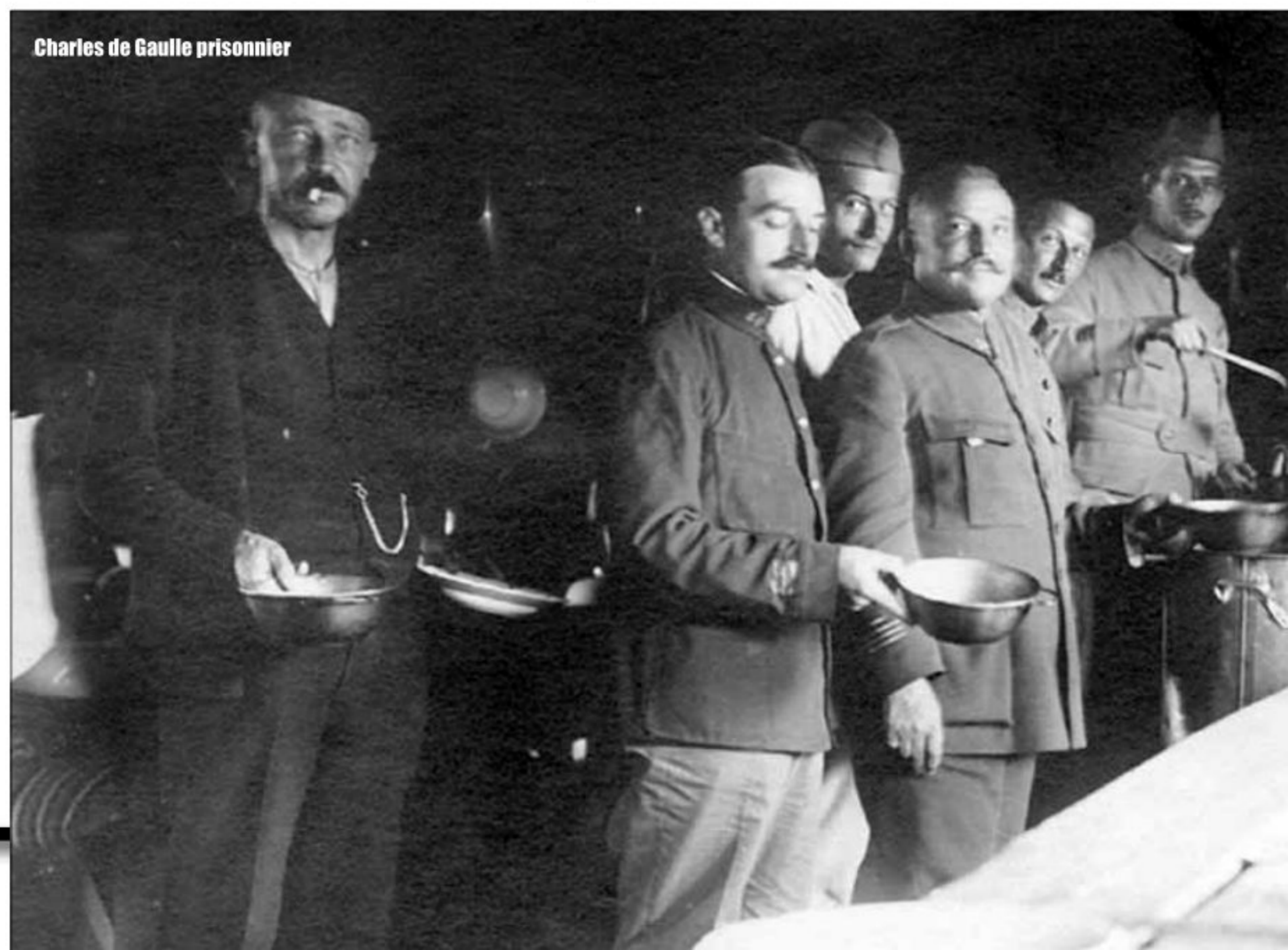
En août, il a commandé la 10e compagnie avant de reprendre ses fonctions d'adjudant régimentaire. Le 3 septembre 1915, son grade de capitaine devient permanent. Fin octobre, de retour de congé, il est revenu au commandement de la 10e compagnie.

En tant que commandant de compagnie à Douaumont (lors de la bataille de Verdun) le 2 mars 1916, alors qu'il menait une charge pour tenter de sortir d'une position qui s'était encerclée par l'ennemi, il reçut un coup de baïonnette. Blessé à la cuisse gauche après avoir été assommé par un obus, il fut capturé après s'être évanoui sous l'effet des gaz toxiques. Il était l'un des rares survivants de son bataillon.

Il a été sorti d'un cratère d'obus vide par des soldats allemands et fait prisonnier. Les circonstances de sa capture deviendront plus tard un sujet de débat alors que les anti-gaullistes rumaient qu'il s'était effectivement rendu, une affirmation que de Gaulle rejettera nonchalamment, sans y prêter attention.

Prisonnier

De Gaulle a passé 32 mois dans un camp de prisonniers de guerre allemand, où son traitement a été satisfaisant. En captivité, de Gaulle lisait des journaux allemands (il avait appris l'allemand à l'école et avait passé des vacances d'été en Allemagne) et avait fait part de ses



vues sur le déroulement du conflit à ses codétenus. Sa ferveur patriotique et sa confiance dans la victoire lui ont valu un autre surnom, Le Connétable («Le Constable»), le titre de commandant en chef médiéval de l'armée française. Pendant son époque de prisonnier de guerre, de Gaulle a bien connu Mikhaïl Tukhachevsky, le futur commandant de l'Armée rouge, dont les théories sur une armée rapide et mécanisée ressemblaient étroitement aux siennes. Prisonnier de guerre, de Gaulle a écrit son premier livre, *Discorde chez l'ennemi*, analysant les problèmes et les divisions au sein des forces allemandes. Le livre a été publié en 1924.

Tentatives d'évasion

De Gaulle a fait cinq tentatives d'évasion infructueuses, et a été transféré dans un établissement de haute sécurité et puni à son retour avec de longues périodes d'isolement et avec le retrait de privilèges tels que les journaux et le tabac.

Il a tenté de s'échapper en se cachant dans un panier à linge, en creusant un tunnel, en creusant un trou à travers un mur et même en se faisant passer pour une infirmière pour tromper ses gardes. Dans ses lettres à ses parents, il a constamment évoqué sa frustration de voir la guerre se poursuivre sans lui, qualifiant la situation de «malheur honteux» et l'a comparée à un cocu.

5 août 1917 Le prisonnier de Gaulle écrit à sa mère Ma bien chère Maman



Nous voilà encore dans la pluie, ce qui nous tient enfermés ensemble. Je vous écris après avoir une heure recousu des boutons !... Un civil — ou presque —, je le deviendrais sans les nouvelles que vous m'envoyez ! Il me faut parfois regarder mes galons pour me souvenir que je porte l'uniforme. J'ai reçu les passepoils. Dans le prochain paquet, mettez-moi des boutons de toute sorte, et aussi de quoi coudre. Car enfin, c'est dans trois mois l'hiver ! Pour nous qu'arrivera-t-il ensuite ? Simple question de pardessus... A ce propos vous pourrez d'abord m'envoyer un pantalon. Puis en même temps une simple veste d'intérieur ou un gilet ; mais que tout cela n'ait rien de civil !... Vous savez que, sauf celui d'agir hélas ! je garde mes principes complets. Pour mes frères, je suis bien content des nouvelles reçues hier de leur part. A l'un et à l'autre, je vous en prie, envoyez mille pensées pour moi. Je vous embrasse mille fois, ma bien chère Maman. Toutes mes affections à Papa, à mes frères, à mes cousins. Votre fils très affectionné et respectueux



Alors que la guerre touchait à sa fin, il était déprimé de ne jouer aucun rôle dans la victoire, mais malgré ses efforts, il est resté en captivité jusqu'à l'armistice. Le 1er décembre 1918, trois semaines plus tard, il retourna chez son père en Dordogne pour retrouver ses trois frères, qui avaient tous servi dans l'armée et survécu à la guerre.

La blessure l'a frappé d'incapacité pendant quatre mois et l'a plus tard forcé à porter son alliance sur la main droite.

Entre les deux guerres

Après l'armistice, de Gaulle a servi avec

HISTOIRE CHARLES DE GAULLE

le personnel de la mission militaire française en Pologne en tant qu'instructeur de l'infanterie polonaise pendant sa guerre avec la Russie communiste (1919-1921). Il s'est distingué dans des opérations près de la rivière Zbrucz, avec le grade de major dans l'armée polonaise, et a remporté la plus haute décoration militaire de Pologne, les Virtuti Militari.

De Gaulle est retourné en France, où il est devenu professeur d'histoire militaire à St Cyr.

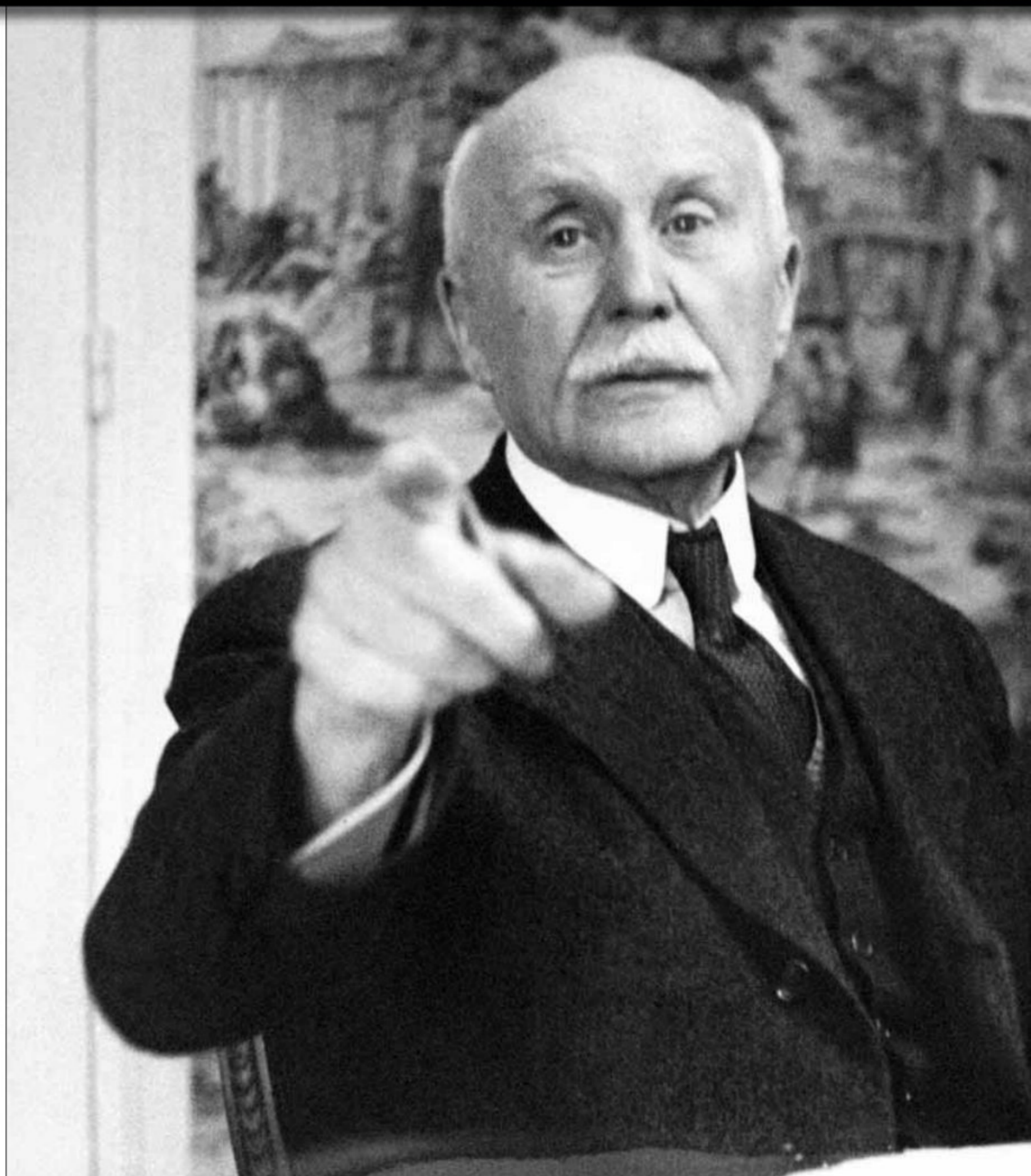
Il était déjà un puissant orateur, après avoir été prisonnier de guerre. Il étudie ensuite à l'École de Guerre de novembre 1922 à octobre 1924. Ici, il se heurte à son instructeur, le Colonel Moyrand, en plaidant pour des tactiques fondées sur les circonstances plutôt que sur la doctrine, et après un exercice dans lequel il a joué le rôle de commandant, il a refusé de répondre à une question sur les fournitures, en répondant «de minimis non curat préteur» («un leader ne se soucie pas des anecdotes») avant d'ordonner à l'officier responsable de répondre à Moyrand. Il a obtenu des notes respectables, mais pas exceptionnelles - environ 15 sur 20 - dans bon nombre de ses évaluations. Moyrand a écrit dans son rapport final qu'il était «un officier intelligent, cultivé et sérieux, avec de l'éclat et du talent» mais lui a reproché de ne pas avoir retiré autant d'avantages du cours qu'il aurait dû le faire, et de son arrogance, d'une confiance en soi excessive, son rejet brutal des opinions des autres» et son attitude de roi en exil».

Entré 33e sur 129, il est diplômé de la 52e place, avec une note de assez bien. Il a été affecté à Mayence pour aider à superviser les fournitures de nourriture et d'équipement pour l'armée française d'occupation.

Milieu des années 1920, écrivain fantôme pour Pétain

La carrière de De Gaulle a été sauvée par le maréchal Pétain, qui a pris des dispositions pour que son grade de collègue d'état-major soit modifié en bon (mais pas «excellent» qui aurait été nécessaire pour un poste d'état-major).

À partir du 1er juillet 1925, il a travaillé



pour Pétain (au sein de la Maison Pétain), en grande partie comme «officier de plume» (nègre). De Gaulle désapprouve la décision de Pétain de prendre le commandement au Maroc en 1925 (il fut plus tard connu pour remarquer que «le maréchal Pétain était un grand homme. Il est mort en 1925, mais il ne le savait pas») et de ce qu'il considérait comme la luxure pour l'adulation publique de Pétain et de sa femme.

En 1925, de Gaulle commence à cotoyer Joseph Paul-Boncour, son premier mécène politique. Des frictions s'élevèrent entre de Gaulle et Pétain sur plusieurs sujets brûlants et sur l'écriture par de Gaulle sur l'histoire du soldat français, livre écrit à la base pour le maréchal

Pétain. De Gaulle désirant plus de crédit d'écriture, ce que Pétain ne voulait pas. Il avait écrit principalement sur le matériel historique, mais Pétain voulait ajouter un dernier chapitre de ses propres pensées. Il y a eu au moins une réunion orageuse à la fin de 1926 après laquelle de Gaulle a été vu émerger, blanc de colère, du bureau de Pétain.

Retour au quartier général des armées

En octobre 1926, il reprend ses fonctions au quartier général de l'armée du Rhin. De Gaulle avait juré qu'il ne reviendrait jamais à l'École de Guerre qu'en tant que commandant, mais à l'invitation de Pétain, et présenté sur la scène par son patron, il y donna trois conférences en



avril 1927: «L'action de guerre et le chef», «Du caractère» et «Prestige». Ceux-ci formeront plus tard la base de son livre « Le fil de l'Épée » (1932). De nombreux officiers dans l'auditoire étaient ses aînés, qui l'avaient enseigné, examiné et noté, seulement quelques années plus tôt.

Fin des années 1920

Après avoir passé douze ans comme capitaine, période normale, de Gaulle est promu commandant (major) le 25 septembre 1927. En novembre 1927, il entame une affectation de deux ans comme commandant du 19^e chasseurs à pied (un bataillon d'infanterie légère d'élite) avec les forces d'occupation à Trèves (Trèves). De Gaulle a entraîné durement ses hommes (un exercice de

traversée de la Moselle glaciale la nuit a été opposé son veto par son général commandant).

Il a emprisonné un soldat pour avoir fait appel à son député (député) pour un transfert dans une unité plus douillette, et lors de son enquête, il a d'abord tenté d'invoquer son statut de membre de la Maison Pétain, pour finalement faire appel à Pétain pour se protéger d'une réprimande pour interférer avec les droits politiques du soldat.

Un observateur a écrit à propos de de Gaulle à cette époque que bien qu'il encourageait les jeunes officiers, «son ego ... brillait de loin». Au cours de l'hiver 1928-1929, trente soldats («sans compter les Annamites») sont morts de la soi-disant «grippe allemande», dont sept du bataillon de de Gaulle.

Après une enquête, il a été cité dans le débat parlementaire qui a suivi en tant

Il aimait la polémique, déjà !

Le livre de De Gaulle, La Discorde chez l'ennemi, paraît en mars 1924. En mars 1925, il publie un essai sur l'usage de la tactique selon les circonstances, geste délibéré au mépris de Moyrand.

que commandant exceptionnellement compétent, et la mention de la façon dont il avait porté une bande de deuil pour un soldat privé qui était orphelin, a obtenu des louanges du Premier ministre Raymond Poincaré.

La rupture entre de Gaulle et Pétain sur l'écriture « type nègre » de « Le Soldat » s'était approfondie en 1928. Pétain fit venir un nouveau nègre, le colonel Audet, qui ne voulait pas prendre le poste et écrivit à de Gaulle dans une certaine



Charles de Gaulle et Albert Lebrun

HISTOIRE CHARLES DE GAULLE

gêne pour reprendre le projet. Pétain n'a pas publié le livre. En 1929, Pétain n'a pas utilisé le projet de texte de de Gaulle pour son éloge funèbre pour feu Ferdinand Foch, dont il assumait le siège à l'Académie française.

L'occupation alliée de la Rhénanie touchait à sa fin et le bataillon de de Gaulle devait être démantelé, bien que la décision ait été annulée plus tard après son transfert à son poste suivant.

De Gaulle voulait un poste d'enseignant à l'École de Guerre en 1929.

Il y avait apparemment une menace de démission massive de la faculté s'il y était nommé. Il a été question d'un détachement en Corse ou en Afrique du Nord, mais sur les conseils de Pétain, il a accepté un détachement de deux ans au Liban et en Syrie. À Beyrouth, il était chef du 3^e Bureau (opérations militaires) du général Louis-Paul-Gaston de Bigault du Granrut, qui lui a écrit une référence élogieuse le recommandant pour le haut commandement à l'avenir.

Années 30, officier d'état-major

Au printemps 1931, alors que son affectation à Beyrouth touche à sa fin, de Gaulle demande à nouveau à Pétain une affectation à l'École de Guerre. Pétain a essayé de lui obtenir un rendez-vous en tant que professeur d'histoire, mais encore une fois, la faculté ne l'a



Philippe de Gaulle



Charles de Gaulle à la boiserie

pas voulu. Au lieu de cela, de Gaulle, s'appuyant sur les plans qu'il avait élaborés en 1928 pour la réforme de cette institution, demanda à Pétain de lui créer un poste spécial qui lui permettrait de donner des conférences sur «la conduite de la guerre» à la fois à l'École de Guerre et au Centre des Hautes Études Militaires (CHEM - un collège des cadres supérieurs pour les généraux, connu sous le nom d'«école des maréchaux»), ainsi qu'aux civils de l'École normale supérieure et aux fonctionnaires.

Encore l'aide de Pétain

Pétain lui a plutôt conseillé de postuler, pour un poste au Secrétariat Général du Conseil Supérieur de la Défense

Nationale (SGDN - Secrétariat Général du Conseil Suprême de la Guerre, relevant du Sous-Secrétaire du Premier Ministre, mais transféré plus tard au Ministère de la Guerre en 1936) à Paris. Pétain a promis de faire pression pour la nomination, ce qui, selon lui, serait une bonne expérience pour lui. De Gaulle a été muté au SGDN en novembre 1931, initialement comme «rédacteur».

Il est promu lieutenant-colonel en décembre 1932 et nommé chef de la troisième section (opérations). Son service au SGDN lui a donné six ans d'expérience de l'interface entre la planification de l'armée et le gouvernement, lui permettant d'assumer des responsabilités ministérielles en 1940.

Après avoir étudié les arrangements aux États-Unis, en Italie et en Belgique, De Gaulle a rédigé un projet de loi pour l'organisation du pays en temps de guerre. Il a fait une présentation de son projet

Paul Reynaud, ministre des Finances



27 avril 1969, De Gaulle s'en va



de loi au CHEM. Le projet de loi a été adopté par la Chambre des députés mais a échoué au Sénat.

De Gaulle assume ses choix

Contrairement à Pétain, De Gaulle croyait à l'utilisation de chars et de manœuvres rapides plutôt qu'à la guerre des tranchées. De Gaulle devint un disciple d'Émile Mayer (1851-1938), lieutenant-colonel à la retraite (sa carrière avait été endommagée par l'affaire Dreyfus) et penseur militaire. Mayer pensait que même si des guerres devaient encore se produire, il était «obsolète» pour les pays civilisés de se menacer ou de se faire la guerre comme ils l'avaient fait au cours des siècles précédents. Il avait une mauvaise opinion de la qualité des généraux français et était un critique de la ligne Maginot et un partisan de la guerre mécanisée.

En 1934, De Gaulle écrit Vers l'Armée de Métier.

Il a proposé la mécanisation de l'infanterie, en mettant l'accent sur une force d'élite de 100 000 hommes et 3 000 chars. Le livre imaginait des chars circulant à travers le pays comme de la cavalerie. Le mentor de De Gaulle, Emile Mayer, était un peu plus prophétique que

lui quant à l'importance future de la puissance aérienne sur le champ de bataille. Une telle armée compenserait à la fois la pénurie de population française et constituerait un outil efficace pour faire respecter le droit international, notamment le traité de Versailles, qui interdisait à l'Allemagne de se réarmer. Il a également pensé que ce serait un précurseur d'une réorganisation nationale plus profonde, et a écrit qu'un maître doit faire son apparition [...] dont les ordres ne peuvent être contestés - un homme soutenu par l'opinion publique».

Seuls 700 exemplaires ont été vendus en France, l'affirmation selon laquelle des milliers d'exemplaires ont été vendus en Allemagne est considérée comme une exagération.

De Gaulle a utilisé le livre pour élargir ses contacts avec les journalistes, notamment avec André Pironneau, rédacteur en chef de L'Écho de Paris. Le livre a suscité des éloges à travers le spectre politique, en dehors de la gauche dure qui était attachée à l'idéal républicain d'une armée citoyenne. Les vues de De Gaulle ont attiré l'attention du politicien non-conformiste Paul Reynaud, à qui il écrivait fréquemment, parfois en termes obséquieux. Reynaud l'a d'abord invité à le rencontrer le 5 décembre 1934.

HISTOIRE CHARLES DE GAULLE



La famille de Gaulle était très privée.

De Gaulle était profondément concentré sur sa carrière à cette époque. Longtemps affecté par la disparition sous les bombes d'une « quasi fiancée » en 1916, en Belgique, il est présenté à une jeune fille issue de la bourgeoisie du Nord, Yvonne Vendroux, qu'il épouse finalement le 7 avril 1921. De cette union, naîtra trois enfants, Philippe de Gaulle (1921, Elisabeth de Gaulle, 1924 et Anne de Gaulle, handicapée, née le 1er janvier 1928 et décédée le 6 février 1948, à l'âge de 20 ans.

L'histoire du livre « Le Soldat »

Le livre est écrit pour Philippe Pétain depuis 1925, de Gaulle s'y consacre durant deux ans, Pétain proposant même que Charles de Gaulle y cite les trois conférences citées plus haut (La Discorde chez l'ennemi, le fil de l'épée et vers l'armée de métier). Pétain jugeant alors que la partie sur la Grande Guerre (nous sommes en 1935, il n'y a pas encore eu la Seconde Guerre Mondiale), est insuffisante et devant les réticences de de Gaulle, Pétain lui indique qu'il va demander au colonel Audet de terminer son livre. De Gaulle se sent blessé, car

1905, 3e en partant de la gauche 2e rang debout



il vaut finir seul l'ouvrage, alors faute de solution, le livre est mis au placard jusqu'en 1938. Puis en 1938, de Gaulle décide de publier sous son nom le texte du « Soldat ». Il en avertit Pétain, en lui indiquant qu'il fera la citation du maréchal dans la préface comme « inspirateur de l'ouvrage », ayant prit soin de retirer toutes les suggestions et observations faites par le maréchal. Pour tenter d'arranger les choses entre les deux hommes, le maréchal le reçut chez lui et lui proposa de rédiger une dédicace que de Gaulle estime pouvoir adapter dans un premier temps ; devant cette réécriture, Pétain intervient directement auprès de l'éditeur pour demander une correction, que de Gaulle lui accorde bien volontiers, « vos désirs [étant] pour moi des ordres ». Mais le maréchal semble considérer désormais que le colonel n'est plus qu'un ambitieux dépourvu d'éducation, d'où une brouille définitive entre les deux hommes qui ne se reverront brièvement qu'en juin 1940 !

La montée du nationalisme

La montée du nationalisme devenait de plus en plus forte en Europe, surtout du côté de l'Allemagne, mais Charles de Gaulle n'a jamais été tenté par le fascisme, et il n'y a pas beaucoup d'écrits





Elisabeth de gaulle mariage avec son père 1946

de ses opinions sur les bouleversements intérieurs de 1934 et 1936 ou sur les nombreuses crises de politique étrangère de la décennie.

Il approuva la campagne de réarmement commencée par le gouvernement du Front populaire en 1936, bien que la doctrine militaire française restait que les chars devaient être utilisés pour le soutien de l'infanterie et pas pour gagner du terrain ou des combats (ironiquement, en 1940, ce sont des unités panzer allemandes qui ont été utilisées d'une manière similaire à ce que de Gaulle avait préconisé). Un rare aperçu des opinions politiques de de Gaulle est une lettre à sa mère l'avertissant que la guerre avec l'Allemagne était tôt ou tard inévitable et la rassurant que le pacte de Pierre Laval avec l'URSS en 1935 était pour le mieux, le comparant à l'alliance de François Ier avec le Turcs contre l'empereur Charles V...

Fin des années 1930

À partir d'avril 1936, alors qu'il occupait toujours son poste au SGDN, de Gaulle était également chargé de cours auprès des généraux au CHEM. Les supérieurs de De Gaulle désapprouvaient son point de vue sur les chars et il a été passé pour une promotion au grade de Lieutenant



-colonel en 1936, soi-disant parce que son dossier de service n'était pas assez bon pour être colonel ! Il intercède auprès de son mécène politique Reynaud, qui présente son dossier au ministre de la Guerre Édouard Daladier. Daladier, passionné de réarmement avec des armes modernes, s'assure que son nom soit inscrit sur la liste de promotion pour l'année suivante !

Colonel Motor

En 1937, le Général Bineau, qui lui avait enseigné à St Cyr, écrit dans son rapport sur ses cours au CHEM qu'il était hautement capable et apte à un haut commandement à l'avenir, mais qu'il cachait ses attributs sous «une attitude froide et élevée».

Il est nommé commandant du 507e régiment de chars de combat (composé d'un bataillon de chars moyens D2 et d'un bataillon de chars légers R35) à Metz le 13 juillet 1937, et sa promotion au grade

de colonel prend effet le 24 décembre de la même année. De Gaulle a attiré l'attention du public en dirigeant un défilé de 80 chars sur la place d'Armes à Metz, dans son char de commandement «Austerlitz». De Gaulle commençait maintenant à être une figure bien connue, connue sous le nom de « Colonel Motor », un surnom donné à de Gaulle à cause de son penchant pour les chars et les forces mécaniques.

Puis ce sera le début de la Seconde Guerre Mondiale, l'occasion pour nous d'ouvrir un autre chapitre !

Anecdote

Yvonne de Gaulle descendait d'un pape ! En effet, Yvonne Vendroux serait une lointaine descendante d'une fille naturelle du pape Jules III (1487/1555).

CHARLES DE GAULLE

LA SECONDE GUERRE MONDIALE



Son rôle dans le destin du pays à partir de 1940 fera de Charles de Gaulle le plus important homme politique français du XXe siècle et contribuera à construire une légende encore présente de nos jours.





Juin 1945. De Gaulle et Dwight Eisenhower



Défilé d'étudiants 1945

Au début de la Seconde Guerre mondiale, de Gaulle est mis aux commandes des chars de la Ve armée française (cinq bataillons dispersés, largement équipés de chars légers R35) en Alsace. Le 12 septembre 1939, il attaque à Bitche, en même temps que l'offensive de la Sarre.

Au début du mois d'octobre 1939, Reynaud demanda un détachement sous la direction de de Gaulle, mais resta en fait à son poste de Ministre des Finances. Les chars de De Gaulle ont été inspectés par le Président Lebrun, qui a été impressionné, mais a regretté qu'il soit trop tard pour mettre en œuvre ses idées.

Il a écrit un article L'Avènement de la force mécanique (L'arrivée des forces blindées) qu'il a envoyé au Général Georges (commandant en chef sur le front nord-est - qui n'était pas particulièrement impressionné) et au politicien

Léon Blum. Daladier, Premier Ministre à l'époque, était trop occupé pour le lire.

À la fin de février 1940, Reynaud a dit à de Gaulle qu'il avait été affecté au commandement d'une division blindée dès que celle-ci serait disponible.

Au début de 1940 (la date exacte est incertaine) de Gaulle proposa à Reynaud qu'il soit nommé secrétaire général du Conseil de Guerre, ce qui aurait en fait, fait de lui le conseiller militaire du gouvernement. Lorsque Reynaud est devenu Premier Ministre en mars, il comptait sur le soutien de Daladier, alors le travail a plutôt été confié au politicien Paul Baudouin.

Fin mars, Reynaud a dit à de Gaulle qu'il allait recevoir le commandement de la 4e division blindée, qui devait se former le 15 mai. Le Gouvernement semblait susceptible d'être restructuré, car Daladier

et Maurice Gamelin (Commandant en chef) étaient attaqués au lendemain de la défaite des Alliés en Norvège, et si cela s'était produit, de Gaulle, qui le 3 mai faisait encore pression sur Reynaud pour obtenir une restructuration du contrôle de la guerre, pourrait bien avoir rejoint le Gouvernement. Le 7 mai, il rassemblait le personnel de sa nouvelle division.

Bataille de France

Les Allemands ont attaqué l'Occident le 10 mai. De Gaulle a activé sa nouvelle division le 12 mai. [61] Les Allemands ont percé à Sedan le 15 mai 1940. Ce jour-là, avec trois bataillons de chars assemblés, moins d'un tiers de ses effectifs, il est convoqué au quartier général et sommé d'attaquer pour gagner du temps pour que la sixième armée du Général Robert Touchon se redéploie de la ligne Maginot vers l'Aisne.

**Le Général Georges lui a dit
que c'était sa chance de
mettre en œuvre ses idées.**

De Gaulle a réquisitionné des unités de cavalerie et d'artillerie en retraite et a également reçu une demi-brigade supplémentaire, dont l'un des bataillons comprenait des chars B1 bis lourds. L'attaque de Montcornet, un nœud routier clé près de Laon, a commencé vers 04h30 le 17 mai. En infériorité numérique et sans soutien aérien, il a perdu 23 de ses 90 véhicules au profit de mines, d'armes antichars ou de Stukas. Le 18 mai, il a été renforcé par deux nouveaux régiments de cavalerie blindée, portant sa force à 150 véhicules. Il a de nouveau attaqué le 19 mai et ses forces ont été à nouveau dévastées par les stukas et l'artillerie allemande.

Il a ignoré les ordres du Général Georges de se retirer et, en début d'après-midi, a exigé deux divisions supplémentaires de Touchon, qui a refusé sa demande. Bien que les chars de de Gaulle aient forcé l'infanterie allemande à battre en retraite à Caumont, l'action n'a apporté qu'un soulagement temporaire et n'a guère ralenti le fer de lance de l'avance allemande. Néanmoins, ce fut l'un des rares succès que les Français connurent alors qu'ils subissaient des défaites ailleurs à travers le pays.

**Il a retardé sa retraite
jusqu'au 20 mai.**

Le 21 mai, à la demande d'agents de propagande, de Gaulle prononce un discours à la radio française sur sa récente attaque. En reconnaissance de ses efforts, de Gaulle a été promu au grade de brigadier général temporaire le 23 mai 1940. Malgré sa retraite forcée en tant que Colonel le 22 juin, il portera l'uniforme d'un général pour le reste de sa vie.

Les 28 et 29 mai, de Gaulle a attaqué la tête de pont allemande au sud de la Somme à Abbeville, faisant environ 400 prisonniers allemands dans la dernière tentative de couper une voie d'évacuation pour les forces alliées se repliant sur Dunkerque.

Le futur Général Paul Huard, qui a servi sous de Gaulle à cette époque, a enregistré comment il se tenait souvent sur un terrain élevé, gardant les autres officiers littéralement à six mètres de distance, soumettant ses subordonnés à de sévères critiques et prenant lui-même toutes les décisions de façon autocratique, comportement conforme à sa conduite ultérieure en tant que leader politique.

On peut remarquer que malgré toute son énergie et son courage physique indiscutables, rien ne prouve au cours de sa brève période de commandement qu'il possédait «l'œil du chasseur» du grand commandant du champ de bataille, et qu'aucun de ses officiers ne l'ait rejoint à Londres, bien que certains aient rejoint la Résistance en France. La suite donnera raison à de Gaulle !

Le grade de Général de brigade de De Gaulle entre en vigueur le 1er juin 1940. Ce jour-là, il est à Paris. Après une visite chez son tailleur pour être vêtu de son uniforme de général, il a rendu visite à Reynaud, qui semble lui avoir offert un poste au gouvernement pour la première fois, puis au commandant en chef Maxime Weygand, qui l'a félicité d'avoir sauvé l'honneur de la France et lui a demandé son avis.

Le 2 juin, il envoya une note à Weygand demandant en vain que les divisions blindées françaises soient regroupées de quatre divisions faibles en trois divisions plus fortes et concentrées en un corps blindé sous son commandement. Il a fait la même suggestion à Reynaud.



CHARLES DE GAULLE / LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Ministre du gouvernement

Le 5 juin, jour où les Allemands ont entamé la deuxième phase de leur offensive, le Premier Ministre Paul Reynaud a nommé de Gaulle Ministre du Gouvernement, sous-secrétaire d'État à la Défense Nationale et à la Guerre, chargé notamment de la coordination avec les Britanniques.

Weygand s'est opposé à la nomination, le considérant comme «un simple enfant». Pétain (vice-premier ministre) était également mécontent de sa nomination et a raconté à Reynaud l'histoire de l'écriture du livre «Le Soldat».

Sa nomination a retenu l'attention de la presse, tant en France qu'au Royaume-Uni. Il a demandé un assistant anglophone et Geoffroy Chodron de Courcel a été nommé.

Le 8 juin, de Gaulle a rendu visite à Weygand, qui pensait que c'était «la fin» et qu'après la défaite de la France, la Grande-Bretagne poursuivrait bientôt pour la paix. Il espérait qu'après un armistice, les Allemands lui permettraient de conserver une armée française suffisante pour «maintenir l'ordre» en France. Lorsque de Gaulle a suggéré de continuer à se battre, Weygand se moquera tout simplement du général.

De Gaulle à Londres

Le 9 juin, de Gaulle s'est envolé pour Londres et a rencontré pour la première fois le Premier Ministre Britannique Winston Churchill. On pensait qu'un demi-million d'hommes pourraient être évacués vers l'Afrique du Nord française, à condition que les marines et les forces aériennes britanniques et françaises coordonnent leurs efforts. Soit lors de cette réunion, soit le 16 juin, il a exhorté Churchill à lancer en vain d'autres avions de la Royal Air Force (RAF) dans la bataille de France, mais il a concédé là-bas et ensuite que Churchill avait eu raison de refuser.

L'Italie est entrée en guerre le 10 juin

Ce jour-là, de Gaulle était présent à deux réunions avec Weygand (il n'en mentionne qu'une dans ses mémoires), une au comité de défense et une seconde où Weygand a fait irruption dans le bureau



de Reynaud et a demandé l'armistice. Lorsque Weygand a demandé à de Gaulle, qui voulait continuer les combats, s'il avait «quelque chose à suggérer», de Gaulle a répondu que c'était le travail du gouvernement de donner des ordres, pas de faire des suggestions. De Gaulle voulait que Paris soit obstinément défendu par de Lattre, mais au lieu de cela, elle a été déclarée ville ouverte. Vers 23h00, Reynaud et de Gaulle quittent Paris pour Tours, le reste du gouvernement a quitté Paris le 11 juin.

Le 11 juin, de Gaulle s'est rendu à Arcis-sur-Aube et a offert le poste de commandant en chef au Général Huntziger (commandant du groupe d'armées centrales) Weygand. Huntziger a accepté en principe (même si, selon Henri Massis, il était simplement amusé à l'idée de former une forteresse bretonne - Huntziger signerait l'armistice au nom de Pétain quelques semaines plus tard) mais de Gaulle n'a pas réussi à persuader Reynaud de renvoyer Weygand.

Plus tard, le 11 juin, de Gaulle a assisté à la réunion du Conseil suprême de guerre anglo-français au Château du Muguet à Briare. Les Britanniques étaient représentés par Churchill, Anthony Eden, John Dill, le Général Ismay et Edward Spears, et les Français par Reynaud, Pétain,

Weygand et Georges. Churchill a exigé que les Français prennent part à la guérilla et a rappelé à Pétain comment il était venu en aide aux Britanniques avec quarante divisions en mars 1918, recevant une réponse poussiéreuse dans chaque cas.

L'esprit de combat de De Gaulle a fortement marqué les Britanniques.

Lors de la réunion, de Gaulle a rencontré Pétain pour la première fois en deux ans. Pétain a noté sa récente promotion au grade de général, ajoutant qu'il ne le félicitait pas, les rangs n'ayant servi à rien lors de la défaite. Lorsque de Gaulle proteste que Pétain lui-même a été promu Général de brigade et Commandant de division à la bataille de la Marne en 1914, il répond qu'il n'y a «aucune comparaison» avec la situation actuelle. De Gaulle a reconnu plus tard que Pétain avait au moins raison à ce sujet. De Gaulle a manqué le deuxième jour de la conférence car il était à Rennes pour une réunion (non mentionnée dans ses mémoires) pour discuter des plans avec le Général René Altmayer. Il est ensuite retourné pour assister à une réunion du cabinet, au cours de laquelle il était clair qu'il y avait un mouvement croissant pour l'armistice, et qui a décidé que le gouver-

nement devrait déménager à Bordeaux plutôt que la préférence de de Gaulle pour Quimper en Bretagne.

Le 13 juin, de Gaulle a assisté à une autre conférence anglo-française à Tours avec Churchill, Lord Halifax, Lord Beaverbrook, Spears, Ismay et Alexander Cadogan. Cette fois, peu d'autres grandes figures françaises étaient présentes à part Reynaud et Baudoin. Il avait une heure de retard et son compte n'est pas fiable. Reynaud a demandé que la France soit libérée de l'accord qu'il avait conclu avec le Premier Ministre Neville Chamberlain en mars 1940, afin que la France puisse demander un armistice.

De Gaulle a écrit que Churchill était favorable à ce que la France demande un armistice, à condition qu'un accord soit conclu sur ce qui allait arriver à la flotte française. Cette affirmation a été faite plus tard par des apologistes du régime de Vichy, par exemple, le Général Georges, qui a affirmé que Churchill avait soutenu l'armistice comme moyen de garder les Allemands hors de l'Afrique du Nord française. Cependant, il n'est pas soutenu par d'autres témoins oculaires (Churchill lui-même, Roland de Margerie, Spears) qui conviennent que Churchill a dit qu'il «comprendait» l'action française mais qu'il n'était pas d'accord avec elle. Il a murmuré à de Gaulle qu'il était «l'homme du destin», bien qu'il ne soit pas certain que de Gaulle l'ait réellement entendu.

Lors de la réunion du cabinet ce soir-là, Pétain a fermement soutenu la demande d'armistice de Weygand et a déclaré qu'il resterait lui-même en France pour partager les souffrances du peuple français et commencer la renaissance nationale. De Gaulle a été dissuadé de démissionner par le Ministre de l'Intérieur, Georges Mandel, qui a soutenu que la guerre ne faisait que commencer et que de Gaulle devait garder sa réputation intacte.

L'union franco-britannique

De Gaulle est arrivé à Bordeaux le 14 juin et s'est vu confier une nouvelle mission pour se rendre à Londres afin de discuter d'une éventuelle évacuation vers l'Afrique du Nord. Il a eu une brève réunion avec l'Amiral Darlan sur le rôle potentiel de la



marine française. Ce soir-là, par hasard, il dîna dans le même restaurant que Pétain, il s'approcha pour lui serrer la main en silence, la dernière fois qu'ils se rencontraient.

Le lendemain matin, aucun avion n'a pu être trouvé, il a donc dû se rendre en Bretagne, où il a rendu visite à sa femme et ses filles, et à sa mère âgée (qu'il n'a jamais revu, car elle est décédée en juillet), avant de prendre un bateau pour Plymouth (il a demandé au capitaine s'il est disposé à poursuivre la guerre sous pavillon britannique), où il est arrivé le 16 juin. Il a ordonné que le bateau Pasteur, avec une cargaison de munitions, soit détourné vers un port britannique, ce qui a poussé certains membres du gouvernement français à demander qu'il soit jugé pour cela.

Dans l'après-midi du dimanche 16 juin, de Gaulle était au 10, Downing Street pour des discussions sur l'union politique anglo-française théorique de Jean Monnet. Il a téléphoné à Reynaud - ils ont été interrompus pendant la conversation et ont dû reprendre plus tard - avec la nouvelle que les Britanniques avaient accepté.

De Gaulle décolle de Londres sur un avion britannique à 18h30 le 16 juin (on ne sait pas si, comme cela a été affirmé plus tard, lui et Churchill ont convenu qu'il reviendrait bientôt), atterrissant à Bordeaux vers 22h00 pour être informé qu'il n'était plus ministre, Reynaud ayant démissionné de son poste de Premier Ministre après le rejet de l'Union franco-britannique par son cabinet. Pétain était devenu Premier ministre avec pour mission de rechercher un armistice avec l'Allemagne nazie. De Gaulle était désormais en danger imminent d'arrestation.

Vol avec Edward Spears

De Gaulle a rendu visite à Reynaud, qui espérait toujours s'enfuir en Afrique du Nord française et a refusé de venir à Londres. Reynaud avait toujours le contrôle des fonds secrets du gouvernement jusqu'à la passation du pouvoir le lendemain. Il a été suggéré qu'il avait ordonné à de Gaulle de se rendre à

Churchill, De Gaulle



Londres, mais aucune preuve écrite n'a jamais été trouvée pour le confirmer. Georges Mandel a également refusé de venir.

Vers 09h00 le matin du 17 juin, il s'est envolé pour Londres à bord d'un avion britannique avec Edward Spears. L'évasion était épouvantable. Spears a affirmé que de Gaulle avait hésité à venir

et qu'il l'avait tiré dans l'avion à la dernière minute, bien que le biographe de de Gaulle ne l'accepte pas.

Jean Laurent a apporté 100 000 francs-or en fonds secrets mis à sa disposition par Reynaud. De Gaulle a raconté plus tard à André Malraux l'angoisse mentale que lui avait causée sa fuite vers Londres - une rupture avec l'armée française et avec le

gouvernement reconnu, qui serait inévitablement considérée comme une trahison par beaucoup.

Chef des Français libres en exil

De Gaulle a atterri à l'aéroport de Heston peu après 12h30 le 17 juin 1940. Il a vu Churchill vers 15h00 et Churchill lui a proposé de diffuser sur BBC.

Ils avaient tous les deux entendu parler de la diffusion de Pétain plus tôt dans la journée qui disait que «les combats devaient cesser» et qu'il avait approché les Allemands pour obtenir des conditions. Ce soir-là, de Gaulle dîne avec Jean Monnet et dénonce la trahison de Pétain. Le lendemain, le cabinet britannique (Churchill n'était pas présent, car c'était le jour de son discours «Finest Hour») était réticent à accepter que de Gaulle donne une adresse radio, la Grande-Bretagne étant toujours en communication avec le Gouvernement Pétain au sujet du sort de la flotte française. Duff Cooper (Ministre de l'Information) avait une copie préalable du texte de l'adresse, à laquelle aucune objection n'a été soulevée. Le cabinet a finalement accepté après un lobbying individuel, comme l'indique un amendement manuscrit au procès-verbal du cabinet.

L'appel du 18 juin

Le Ministre des Affaires Etrangères Lord Halifax, n'est pas favorable à cet appel, car il veut éviter de gêner le gouvernement Pétain dans ses négociations d'un armistice le plus favorable possible aux Alliés. Tout au long de la journée du 18 juin, le Conseil des Ministres Britannique discute du texte de De Gaulle. Le cabinet britannique tente de s'opposer à cette intervention radiophonique, mais il semble que le soutien de Winston Churchill l'ait permise.

L'appel de De Gaulle du 18 juin a exhorté le peuple français à ne pas être démoralisé et à continuer de résister à l'occupation de la France. Il a également - apparemment de sa propre initiative - déclaré qu'il diffuserait à nouveau le lendemain.

Aucun enregistrement ne survit du discours du 18 juin. Peu l'on écouté, bien

Le texte de l'appel du 18 juin 1940

L'original, car la première version fut modifiée par les membres de gouvernement britanniques, notamment les deux premières phrases supprimées, mais réhabilitée par la suite et par le Général de Gaulle.

«Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. Certes, nous avons été, nous sommes submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ?

L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle.

Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

«Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres».



Charles de Gaulle au micro de la BBC

CHARLES DE GAULLE / LA SECONDE GUERRE MONDIALE

qu'il ait été publié dans certains journaux de la France métropolitaine. Le discours visait en grande partie les soldats français qui se trouvaient alors en Grande-Bretagne après avoir été évacués de Norvège et de Dunkerque, la plupart ne manifestaient aucun intérêt à se battre pour les Forces Françaises libres de de Gaulle et ont été rapatriés en France pour devenir des prisonniers de guerre allemands.

Dans sa prochaine émission le 19 juin, de Gaulle a nié la légitimité du gouvernement de Bordeaux.

Il a appelé les troupes nord-africaines à respecter la tradition de Bertrand Clausel, Thomas Robert Bugeaud et Hubert Lyautey en défiant les ordres de Bordeaux. Le Ministère Britannique des Affaires Etrangères a protesté auprès de Churchill.

De Gaulle a également tenté, en grande partie en vain, d'attirer le soutien des forces françaises dans l'Empire français. Il a télégraphié au Général Charles Noguès (président général au Maroc et commandant en chef des forces françaises en Afrique du Nord), lui proposant de servir sous ses ordres ou de coopérer de quelque manière que ce soit. Noguès, consterné par l'armistice mais ayant accepté de l'accompagner, a refusé de coopérer et a interdit à la presse d'Afrique du Nord française de publier l'appel de de Gaulle.

Noguès a déclaré à l'officier de liaison britannique que l'attitude de de Gaulle était «inconvenante». De Gaulle a également envoyé un télégramme à Weygand lui proposant de servir sous ses ordres, recevant une réponse dédaigneuse.

L'Armistice

Après la signature de l'Armistice le 21 juin 1940, de Gaulle a pris la parole à 20 heures le 22 juin pour le dénoncer. Le Gouvernement bordelais le déclare obligatoirement retirer de l'armée française (avec le grade de Colonel) le 23 juin 1940.

Le 23 juin, le Gouvernement Britannique a dénoncé l'armistice comme une violation du traité anglo-français signé en mars et a déclaré qu'il ne considérait plus le gouvernement de Bordeaux comme un État pleinement indépendant. Ils ont également «pris acte» du projet de création d'un Comité National Français (FNC) en exil, mais n'ont pas cité de Gaulle de nom. Jean Monnet a rompu avec de Gaulle le 23 juin, estimant que son appel était «trop personnel» et allait trop loin, et que l'opinion française ne se rallierait pas à un homme qui opérait depuis le sol britannique.

Il a déclaré avoir averti les responsables du Ministère des Affaires Etrangères Alexander Cadogan et Robert Vansittart, ainsi qu'Edward Spears, de ses inquiétudes à propos de de Gaulle. Monnet démissionna bientôt à la tête de la Commission interalliée et partit pour les États-Unis. De Gaulle a de nouveau diffusé le 24 juin.

Leader de la France Libre

Alexander Cadogan du Ministère des Affaires Etrangères a envoyé Gladwyn Jebb, alors un fonctionnaire assez subalterne, pour demander à de Gaulle de modérer sa prochaine émission le 26 juin, de Gaulle a reculé sous la protestation lorsque Jebb lui a dit qu'il serait autrement interdit de diffuser. Il a prétendu à tort que la flotte française devait être remise aux Allemands.

Le 26 juin, de Gaulle écrit à Churchill pour demander la reconnaissance de son comité français. Le 28 juin, après que les envoyés de Churchill n'aient pas réussi à établir de contact avec les dirigeants français en Afrique du Nord, le Gouvernement britannique a reconnu de Gaulle comme chef des Français libres, malgré les réserves d'Halifax et



de Cadogan au Ministère des Affaires Etrangères.

De Gaulle n'a guère réussi à attirer le soutien de grandes figures. L'Ambassadeur Charles Corbin, qui avait fermement soutenu l'Union Anglo-Française évoquée le 16 juin, a démissionné du Ministère Français des Affaires Etrangères mais s'est retiré en Amérique du Sud. Alexis Leger, Secrétaire Général du Quai d'Orsay (qui détestait Reynaud pour l'avoir licencié) est venu à Londres mais s'est rendu aux États-Unis. Roland de Margerie est resté en France malgré son opposition à l'armistice. De Gaulle a reçu le soutien du Capitaine Tissier et d'André Dewavrin (qui avaient tous deux combattu en Norvège avant de rejoindre les Français libres), Gaston Palewski, Maurice Schumann et le juriste René Cassin.

Le Gouvernement de Pétain était reconnu par les États-Unis, l'URSS et la papauté, et contrôlait la flotte et les forces françaises dans presque toutes ses colonies. A cette époque, les disciples de de Gaulle se composaient d'un secrétaire aux compétences limitées, de trois colonels, d'une douzaine de capitaines, d'un célèbre professeur de droit (Cassin) et de trois bataillons de légionnaires qui avaient accepté de rester en Grande-Bretagne et de se battre pour lui. Pendant un temps, les Nouvelles-Hébrides ont été la seule colonie française à soutenir de Gaulle.

Le 30 juin 1940, l'Amiral Muselier rejoint les Français libres.

De Gaulle a d'abord réagi avec colère à l'annonce de l'attaque de la Royal Navy contre la flotte française (3 juillet), Pétain et d'autres l'ont blâmé à tort pour l'avoir provoqué par son discours du 26 juin (en fait, il avait été prévu au moins dès le 16 juin). Il a envisagé de se retirer au Canada pour vivre en tant que simple citoyen et a attendu cinq jours avant de diffuser. Spears a fait appel à de Gaulle le 5 juillet et l'a trouvé «étonnamment objectif» et reconnaissant que c'était la bonne chose du point de vue britannique. Spears a rapporté à Churchill que de Gaulle avait montré «une splendide dignité». Dans

Une quantité de fleurs anonymes a été laissée sur la tombe de sa mère le 16 juillet 1940, suggérant qu'il n'était pas sans admirateurs en France.

son émission du 8 juillet, il a évoqué la «douleur et la colère» causées par l'attaque et qu'il s'agissait d'une «tragédie haineuse et non d'une bataille glorieuse», mais qu'un jour l'ennemi aurait utilisé les navires contre l'Angleterre ou l'Empire français, et que la défaite de l'Angleterre signifierait «la servitude pour toujours» pour la France. «Nos deux anciennes nations... restent liées l'une à l'autre. Elles tomberont toutes les deux ensemble ou les deux ensemble, elles gagneront». Le 14 juillet 1940, de Gaulle amena un groupe de 200 à 300 marins à déposer une couronne sur la statue de Ferdinand Foch aux jardins Grosvenor.

À partir du 22 juillet 1940, de Gaulle a utilisé Carlton Gardens dans le centre

de Londres comme quartier général de Londres. Sa famille avait quitté la Bretagne (l'autre navire parti en même temps était coulé) et avait vécu un certain temps à Petts Wood.

Comme sa fille Anne était terrifiée par le Blitz, ils ont déménagé à Ellesmere dans le Shropshire, à quatre heures de Londres et où de Gaulle n'a pu leur rendre visite qu'une fois par mois. Sa femme et sa fille ont également vécu un certain temps à la campagne à Rodinghead House, Little Gaddesden, dans le Hertfordshire, à 45 kilomètres du centre de Londres. De Gaulle a vécu à l'hôtel Connaught à Londres, puis de 1942 à 1944, il a vécu à Hampstead, au nord de Londres.



De Gaulle, Georges Bidault, Alexandre Parodi

Condamnation à mort de Charles de Gaulle

Le régime de Vichy avait déjà condamné de Gaulle à quatre ans de prison. Le 2 août 1940, il fut condamné à mort par la cour martiale par contumace, bien que Pétain déclarât, qu'il veillerait à ce que la peine ne soit jamais exécutée.

De Gaulle a dit de la phrase : «Je considère l'acte des hommes de Vichy comme nul, j'aurai une explication avec eux après la victoire».

Lui et Churchill sont parvenus à un accord le 7 août 1940, que la Grande-Bretagne financerait les Français libres, la facture devant être réglée après la guerre (l'accord financier a été finalisé en mars 1941). Une lettre séparée garantissait l'intégrité territoriale de l'Empire Français.

De Gaulle et Pétain, visions rivales de la France

Le Premier Ministre Pétain a déplacé le Gouvernement à Vichy (2 juillet) et a fait voter l'Assemblée Nationale (10 juillet) pour se dissoudre et lui donner des pouvoirs dictatoriaux, faisant ainsi le début de sa Révolution nationale destinée à «réorienter» la société française. C'était l'aube du régime de Vichy.

Les discours ultérieurs de De Gaulle ont atteint de nombreuses parties des territoires sous le régime de Vichy, aidant à rallier le mouvement de résistance français et lui valant une grande popularité parmi le peuple et les soldats français. On peut noter qu'il y avait des différences majeures entre les discours de de Gaulle et de Pétain, qui reflétaient leurs opinions sur eux-mêmes et sur la France. Pétain a toujours utilisé le pronom personnel je, se présentant à la fois comme une figure semblable à Christ se sacrifiant pour la France tout en assumant le ton divin d'un narrateur semi-omniscient qui connaissait des vérités du monde que les autres Français ne connaissaient pas. De Gaulle a commencé par utiliser fréquemment le «je» et le «moi» dans ses discours de guerre, mais avec le temps, leur utilisation a diminué. Contrairement à Pétain, de Gaulle n'a jamais invoqué l'imagerie quasi religieuse pour rehausser son prestige. De Gaulle a toujours mentionné Pétain

par son nom alors que Pétain n'a jamais mentionné directement De Gaulle, se référant à lui comme le «faux ami».

Pétain a exonéré les militaires français de la responsabilité de la défaite de 1940 qu'il a imputée au déclin moral de la société française (rendant ainsi nécessaire sa Révolution Nationale) tandis que de Gaulle a blâmé les chefs militaires tout en exonérant la société française de la défaite (suggérant ainsi que la société française était loin d'être aussi pourrie que Pétain le prétendait, rendant la Révolution nationale inutile).

Pétain a affirmé que la France avait déclaré «stupidement» la guerre à l'Allemagne en 1939 sous l'impulsion britannique tandis que de Gaulle parlait de toute l'ère depuis 1914 comme «la guerre de trente ans», arguant des deux guerres mondiales étaient vraiment un avec une longue trêve entre les deux.

La seule figure historique invoquée par Pétain est Jeanne d'Arc comme modèle de sacrifice de soi du patriotisme français dans la «lutte éternelle» contre l'Angleterre, tandis que de Gaulle invoque pratiquement toutes les grandes figures historiques françaises des Gaules antiques à la Première Guerre mondiale.

La volonté de De Gaulle d'invoquer des personnages historiques d'avant et après 1789 était censée suggérer que sa France était une France inclusive où il y avait de la place pour la gauche et la droite, contrairement à la demande de Pétain pour l'unité nationale sous sa direction.

Plus important encore, les discours de Pétain ont toujours souligné la nécessité pour la France de se retirer d'un monde hostile et menaçant pour retrouver l'unité. En revanche, les discours de De Gaulle, tout en louant la grandeur de la France, manquaient de xénophobie implicite de Pétain, la lutte pour une France libre, démocratique et inclusive a toujours été décrite comme faisant partie d'une lutte mondiale plus large pour la liberté du monde, où la France serait l'ancre d'un nouvel ordre démocratique.

De Gaulle parlait plus de «République» que de «démocratie», avant sa mort, René Cassin affirmait avoir «réussi à faire

de De Gaulle la démocratie».

Cependant, les affirmations selon lesquelles de Gaulle était entouré de Cagouards, de royalistes et d'autres extrémistes de droite sont fausses. Certains des plus proches collègues d'André Dewavrin étaient Cagouards, bien que Dewavrin ait toujours nié qu'il l'était lui-même.

De nombreuses personnalités des Français libres et de la Résistance, par exemple Jean Moulin et Pierre Brossolette, étaient de gauche politique. À la fin de 1940, de Gaulle commençait à être reconnu comme le chef de la Résistance, une position cimentée après



D-day, force Britannique

la visite de Jean Moulin à Londres à l'automne 1941.

À l'été 1941, la BBC consacre cinq minutes par jour (plus tard à dix) au Free French, avec Maurice Schumann comme porte-parole principal, et finalement il y a un programme «Les Français parlent aux Français». Un journal France a également été mis en place.

De Gaulle organise les Forces Françaises Libres

De Gaulle a organisé les Forces françaises Libres et les Alliés ont apporté un soutien et une reconnaissance croissants aux efforts de de Gaulle. À Londres,



De Gaulle

en septembre 1941, de Gaulle forme le Conseil national français libre, avec lui-même comme président. C'était une coalition englobante de forces de résistance, allant des catholiques conservateurs comme lui aux communistes. Au début de 1942, le mouvement «Fighting French», comme on l'appelait maintenant, gagna rapidement en puissance et en influence, il a vaincu Vichy en Syrie et au Liban, ajoutant à sa base. Traiter avec les communistes français était une question délicate, car ils étaient sous le contrôle de Moscou et l'URSS était amie

avec l'Allemagne en 1940-1941 à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop. Ils ne sont entrés dans le mouvement de la France libre que lorsque l'Allemagne a envahi la Russie en juin 1941. La politique de De Gaulle est alors devenue une amitié directe avec Moscou, mais Staline a montré peu d'intérêt.

En 1942, de Gaulle crée l'escadron Normandie-Niemen, un régiment de l'Air libre français, afin de combattre sur le front de l'Est. C'est la seule formation alliée occidentale à avoir combattu jusqu'à la fin de la guerre à l'Est.



Winston Churchill avec Franklin D. Roosevelt à bord du USS Augusta le 9 Août 1941.

Relations entre de Gaulle et les Anglo-Saxons

Dans ses relations avec les Britanniques et les Américains (tous deux appelés les «Anglo-Saxons», dans le langage de De Gaulle), il a toujours insisté sur le maintien de la pleine liberté d'action au nom de la France et était constamment sur le point de perdre les Alliés.

Certains auteurs ont cherché à nier qu'il existait une antipathie profonde et mutuelle entre de Gaulle et les dirigeants politiques britanniques et américains., mais c'était la vérité, qui sera, d'ailleurs, révélé plus tard, par de Gaulle lui-même !

De Gaulle avait personnellement des sentiments ambivalents à l'égard de la Grande-Bretagne, peut-être en partie à

cause des souvenirs d'enfance de l'incident de Fashoda.

À l'âge adulte, il parlait beaucoup mieux l'allemand que l'anglais, il avait peu pensé à la contribution de l'armée britannique à la Première Guerre mondiale, et encore moins à celle de 1939-1940, et dans les années 1930, il avait été un lecteur de la revue Action Française qui accusait la Grande-Bretagne des gains de politique étrangère allemande aux dépens de la France.

De Gaulle a expliqué sa position

Jamais les Anglo-Saxons ne nous ont vraiment traités comme de vrais alliés. Ils ne nous ont jamais consultés, de gouvernement à gouvernement, sur aucune de leurs dispositions. À des fins politiques ou par commodité, ils ont cherché à utiliser les forces françaises à leurs propres

fins, comme si ces forces leur appartenaient, alléguant qu'ils leur avaient fourni des armes. J'ai considéré que je devais jouer le jeu français, puisque les autres jouaient les leurs ... J'ai délibérément adopté une attitude raidie et endurcie. De plus, de Gaulle nourrissait un soupçon sur les Britanniques en particulier, estimant qu'ils cherchaient à s'emparer des possessions coloniales de la France au Levant.

Des relations de plus en plus tendues

Winston Churchill était souvent frustré parce qu'il percevait comme l'arrogance patriotique de De Gaulle, mais écrivait également son «immense admiration» pour lui pendant les premiers jours de son exil britannique. Bien que leur relation soit devenue plus tard tendue, Churchill a essayé d'expliquer les raisons

du comportement de De Gaulle dans le deuxième volume de son histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Il a estimé qu'il était essentiel à sa position devant le peuple français qu'il devrait maintenir un comportement fier et hautain envers «Albion perfide», bien qu'en exil, dépendant de notre protection et demeurant au milieu de nous. Il devait être impoli envers les Britanniques pour prouver aux yeux des Français qu'il n'était pas une marionnette britannique. Il a certainement mené cette politique avec persévérance.

À une occasion, en 1941, Churchill lui a parlé au téléphone. De Gaulle a déclaré que les Français pensaient qu'il était une réincarnation de Jeanne d'Arc, à laquelle Churchill a répondu que les Anglais avaient dû brûler la dernière... Clémentine Churchill, qui admirait de Gaulle, l'a un jour mis en garde : «Général, vous ne devez pas haïr vos amis plus que vous ne détestez vos ennemis». De Gaulle lui-même a déclaré : «Aucune nation n'a d'amis, seulement des intérêts».

Après son soutien initial, Churchill, enhardi par l'antipathie américaine envers le général français, a exhorté son cabinet de guerre à destituer de Gaulle de chef de la résistance française. Mais le Cabinet de guerre a averti Churchill qu'une rupture précipitée avec de Gaulle aurait un effet désastreux sur l'ensemble du mouvement de résistance. À l'automne 1943, Churchill devait reconnaître que de Gaulle avait gagné la lutte pour le leadership de la France libre.

ositionLes relations de De Gaulle avec Washington étaient encore plus tendues.

Le Président Roosevelt a longtemps refusé de reconnaître de Gaulle comme le représentant de la France, insistant sur des négociations avec le Gouvernement de Vichy. Roosevelt espérait en particulier qu'il serait possible de sevrer Pétain de l'Allemagne. Roosevelt a maintenu la reconnaissance du régime de Vichy jusqu'à la fin de 1942 et a considéré de Gaulle comme un représentant impudent d'un intérêt minoritaire.



Après 1942, Roosevelt a défendu le Général Henri Giraud, plus conforme aux intérêts américains que de Gaulle, en tant que chef de la Résistance Française. Lors de la Conférence de Casablanca (1943), Roosevelt contraint de Gaulle à coopérer avec Giraud, mais de Gaulle est

considéré comme le leader incontesté de la Résistance par le peuple français et Giraud est progressivement privé de ses rôles politiques et militaires.

Les Gouvernements britannique et soviétique ont exhorté Roosevelt à reconnaître le gouvernement provisoire de De Gaulle,

De Gaulle a décrit sa relation contradictoire avec Churchill en ces termes : «Quand j'ai raison, je me fâche. Churchill se fâche quand il a tort. Nous sommes en colère l'un contre l'autre la plupart du temps».

mais Roosevelt a retardé cela le plus longtemps possible et a même reconnu le gouvernement provisoire italien avant le gouvernement français !

Les alliés britanniques et soviétiques étaient scandalisés que le Président américain reconnaisse unilatéralement le nouveau gouvernement d'un ancien ennemi avant celui de De Gaulle et tous deux reconnaissent le Gouvernement français en représailles, forçant Roosevelt à reconnaître de Gaulle à la fin de 1944, mais Roosevelt réussit à exclure de Gaulle de la Conférence de Yalta. Roosevelt a finalement abandonné ses plans pour gouverner la France en tant que territoire occupé et pour transférer l'Indochine française aux Nations Unies.

Alger

Travaillant avec la Résistance Française et d'autres partisans des possessions coloniales africaines de la France après l'invasion anglo-américaine de l'Afrique du Nord en novembre 1942, de Gaulle déménage son siège à Alger en mai 1943, laissant la Grande-Bretagne sur le territoire français. Il est devenu premier chef conjoint (avec le général moins résolument indépendant Henri Giraud, le candidat préféré des États-Unis qui soupçonnait à tort de Gaulle d'être une marionnette britannique) puis - après avoir éliminé Giraud par la force de la personnalité - seul président du comité français de libération nationale.

De Gaulle était tenu en haute estime par le commandant allié, le Général Dwight Eisenhower. À Alger, en 1943, Eisenhower a donné à de Gaulle l'assurance en personne qu'une force française libérerait Paris et a organisé le transfert de la division militaire du Général Français Philippe Leclerc de Hauteclocque d'Afrique du Nord au Royaume-Uni pour effectuer cette libération.

Eisenhower était impressionné par la combativité des unités des Forces Françaises libres et «reconnaisant du rôle qu'ils avaient joué dans le nettoyage des restes de la résistance allemande» ; il a également détecté à quel point beaucoup étaient dévoués à de Gaulle et à

Eisenhower et general Marie Pierre Koenig 25 août 44



Sabotage d'avion

Le 21 avril 1943, de Gaulle devait piloter un bombardier Wellington en Écosse pour inspecter la Marine Française libre. Au décollage, la queue du bombardier a chuté et l'avion s'est presque écrasé dans le talus de l'aérodrome. Seule l'habileté du pilote, qui a pris conscience du sabotage au décollage, les a sauvés. L'inspection a révélé que la tige de séparation de l'avion avait été sabotée à l'aide d'acide. Le MI6 britannique a enquêté sur l'incident, mais personne n'a jamais été appréhendé. En public, la responsabilité de l'incident a été imputée aux services secrets allemands, mais à huis clos, de Gaulle a blâmé les Alliés occidentaux et a déclaré plus tard à ses collègues qu'il n'avait plus confiance en eux.



quel point ils étaient prêts à l'accepter comme leader national.

Préparatif du Jour J

Alors que les préparatifs de la libération de l'Europe s'accéléraient, les États-Unis en particulier trouvaient la tendance de De Gaulle à tout considérer du point de vue français extrêmement pénible. Roosevelt, qui a refusé de reconnaître une autorité provisoire en France jusqu'à la tenue des élections, a qualifié de Gaulle d'«apprenti dictateur», une opi-



nion soutenue par un certain nombre d'éminents Français à Washington, dont Jean Monnet, qui est devenu plus tard une figure instrumentale, dans la création de la Communauté Européenne du charbon et de l'acier qui a conduit à l'Union Européenne Moderne.

Les codes français étaient considérés comme faibles, ce qui posait un risque puisque les Français libres refusaient d'utiliser les codes britanniques ou américains. De Gaulle a refusé de partager des informations codées avec les

Britanniques, qui ont ensuite été obligés secrètement de casser les codes pour lire les messages français.

Néanmoins, quelques jours avant le jour J, Churchill, dont les relations avec le général se sont détériorées depuis son arrivée en Grande-Bretagne, a décidé qu'il devait le tenir informé de l'évolution de la situation et, le 2 juin, il a envoyé deux avions de passagers et son représentant, Duff Cooper, à Alger pour ramener de Gaulle en Grande-Bretagne.

Roosevelt a ordonné à Churchill de ne pas fournir à de Gaulle les détails stratégiques de l'invasion imminente parce qu'il ne lui faisait pas confiance pour garder les informations pour lui.

CHARLES DE GAULLE / LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Soldats Américains



De Gaulle a refusé en raison de l'intention de Roosevelt d'installer un gouvernement militaire allié provisoire dans les anciens territoires occupés en attendant les élections, mais il a finalement cédé et s'est envolé pour la Grande-Bretagne le lendemain.

Une cassure définitive

À son arrivée à RAF Northolt le 4 juin 1944, il reçut un accueil officiel et une lettre disant «Mon cher général ! Bienvenue sur ces côtes, de très grands événements militaires sont sur le point d'avoir lieu !» Plus tard, dans son train

personnel, Churchill l'a informé qu'il voulait qu'il fasse un discours à la radio, mais quand il a été informé que les Américains continuaient de refuser de reconnaître son droit au pouvoir en France, et après que Churchill lui a suggéré de demander une rencontre avec Roosevelt pour améliorer ses relations avec le Président, De Gaulle s'est mis en colère, exigeant de savoir pourquoi il devait «déposer ma candidature au pouvoir en France auprès de Roosevelt ; le Gouvernement Français existe».

De Gaulle craignait que le retrait allemand de la France n'entraîne une rupture de

l'ordre public dans le pays et même une éventuelle prise de pouvoir communiste. Au cours de la conversation générale qui a suivi avec les personnes présentes, de Gaulle a été impliqué dans un échange très houleux avec le Ministre du Travail, Ernest Bevin, et, exprimant ses inquiétudes quant à la validité de la nouvelle monnaie qui sera distribuée par les Alliés après la libération, de Gaulle commenta avec mépris «va faire la guerre avec ton faux argent».

De Gaulle était très préoccupé par le fait qu'une prise de contrôle américaine de

l'administration française ne ferait que provoquer un soulèvement communiste.

En 1942, il se rapproche des mouvements de résistance sur le sol français et il désigne Jean Moulin pour la création d'un Conseil National de la Résistance (CNR). Il incarne, désormais la figure de la résistance en France aux yeux des Alliés.

Churchill choisit les États-Unis

Churchill a ensuite perdu son sang-froid, affirmant que la Grande-Bretagne serait toujours un allié des États-Unis et que, dans ces circonstances, s'ils devaient choisir entre la France et les États-Unis, la Grande-Bretagne choisirait toujours ces derniers.

De Gaulle a répondu qu'il se rendait compte que ce serait toujours le cas. Le lendemain, de Gaulle a refusé de s'adresser à la Nation Française, le script ne faisant à nouveau aucune mention de son statut de souverain intérimaire légitime de la France. Il a chargé le peuple français d'obéir aux autorités militaires alliées jusqu'à ce que des élections puissent avoir lieu, et ainsi la dispute a continué, de Gaulle qualifiant Churchill de «gangster». Churchill a accusé de Gaulle de trahison au plus fort de la bataille et a exigé qu'il soit ramené à Alger «enchaîné si nécessaire».

Libération de la France

De Gaulle sera volontairement exclu par Roosevelt du débarquement américano-britannique en Afrique du Nord (opération Torch), et surtout malgré le soutien apporté par les États-Unis à l'Amiral François Darlan, puis au Général Henri Giraud. Mais de Gaulle n'est pas du genre à abdiquer ! Il réussit à prendre pied à Alger en mai 1943. Le Comité National Français fusionne avec le Commandement en Chef Français Civil et Militaire dirigé par Giraud, pour donner naissance au Comité Français de Libération Nationale (CFLN), dont Giraud et de Gaulle sont coprésidents. Très rapidement, en quelques mois, de Gaulle marginalise Giraud au sein du CFLN, et il finira par l'évincer au mois de novembre en formant un



Harry Hopkins

nouveau gouvernement. Il s'affirme désormais comme le seul chef politique des forces françaises alliées. Les Forces françaises libres fusionnent quant à elle avec l'Armée d'Afrique placée sous le commandement de Giraud : l'Armée Française de la Libération, composée de 1 300 000 soldats, participe aux combats aux côtés des Alliés. Le 3 juin 1944 à Alger, le CFLN devient le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF).

Une blessure qui ne se refermera jamais

On parle souvent du Débarquement et de la Libération de la France comme une période de fraternisation entre Roosevelt, Churchill et de Gaulle, triomphants, mar-

chant mais dans la main afin de rétablir la paix et préparer l'avenir, mais la vérité historique est bien différente ! Churchill a volontairement envoyé de Gaulle à Alger, afin de le tenir à l'écart du prochain débarquement ! Dans les faits, il ne prit connaissance d'un éventuel débarquement, mais ne connaissait pas la date exacte, ni Churchill et encore moins le Président Roosevelt ne le tinrent au courant ! Nous n'allons pas revenir ici sur les modalités ni les dates du Débarquement, nous nous intéressons uniquement à Charles de Gaulle, et donc, à ce qui suivit le débarquement. Néanmoins, pour bien situer le contexte, il est bon de se rappeler certains faits. De Gaulle ne sera jamais mis au courant et ne sera jamais dans le secret du

Débarquement, mis volontairement à l'écart par Roosevelt, alors Président des États-Unis et même par Eisenhower, le commandant en chef des forces alliées, ce qui rétrograde finalement la France au rang de puissance subalterne et de second rang, alors que cette dernière était justement sur le front de l'une des plus importantes victimes de cette guerre. Le 5 juin, de Gaulle assiste à une conférence entre Churchill, lui-même et Eisenhower concernant la future administration des futurs territoires libérés. De Gaulle comprend tout de ce qui se trame derrière son dos et refuse toute idée d'occupation américaine, car c'était bien de cela qu'il s'agissait ! Ce qui scellera également de manière définitive sa participation au Débarquement, mais également des militaires Français !

Le Jour du Débarquement, seuls, 177 militaires Français fouleront le sol de Normandie, le commando Kieffer, mais dans la réalité, ils seront plus ! Certains se sont engagés dans cette lutte sans rien demander à personne ! Au total, on dénombre 3 051 Français, des commandos, des paras, marins et aviateurs vont combattre aux côtés de forces alliées. Il est clair qu'ils auraient été plus nombreux si de Gaulle avait été convié au Débarquement !

De Gaulle se prépare à rentrer en France

Alors que l'invasion progressait lentement et que les Allemands étaient repoussés, de Gaulle se préparait à rentrer en France. Le 14 juin 1944, il quitte la Grande-Bretagne pour la France pour ce qui est censé être un voyage d'une journée. Malgré un accord selon lequel il ne prendrait que deux membres du personnel, il était accompagné d'un grand entourage avec des bagages volumineux, et bien que de nombreux Normands ruraux restent méfiants envers lui, il a été chaleureusement accueilli par les habitants des villes qu'il a visités, comme les personnes gravement endommagées. Isigny. Il arrive enfin à la ville de Bayeux, qu'il proclame désormais capitale de la France libre, dans son fameux discours de Bayeux.

Nommant son aide de camp François Coulet à la tête de l'administration civile,

Discours du Général à Bayeux, le 14 juin 1944

«Nous sommes tous émus en nous retrouvant ensemble, dans une des premières villes libérées de la France métropolitaine, mais ce n'est pas le moment de parler d'émotion. Ce que le pays attend de vous à l'arrière du front, c'est que vous continuiez le combat aujourd'hui, comme vous n'avez cessé de le faire depuis le début de cette guerre, depuis juin 1940. Notre cri, maintenant comme toujours, est le cri du combat, parce que le chemin du combat est aussi le chemin de la liberté, et le chemin de l'honneur».



25 août, 16 h de gaulle arrive au pC de Leclerc

CHARLES DE GAULLE / LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La foule hurle son bonheur envers Charles de Gaulle



de Gaulle est retourné au Royaume-Uni la même nuit sur un destroyer français, et bien que la position officielle du commandement militaire suprême soit restée inchangée, les officiers alliés locaux ont trouvé plus pratique, de traiter avec l'administration naissante de Bayeux au quotidien. De Gaulle s'est envolé pour Alger le 16 juin, puis s'est rendu à Rome pour rencontrer le Pape et le nouveau Gouvernement Italien. Début juillet, il s'est enfin rendu à Roosevelt à Washington, où il a reçu le salut de 17 coups de feu d'un haut responsable militaire plutôt que les 21 coups de feu

d'un Chef d'État en visite. La visite a été «dénudée de confiance des deux côtés» selon le représentant français, cependant, Roosevelt a fait quelques concessions pour reconnaître la légitimité de l'administration Bayeux.

Pendant ce temps, alors que les Allemands battaient en retraite face aux assauts alliés, continuellement harcelés par la résistance, il y a eu de nombreux cas d'attaques de vengeance contre des personnes accusées de collaboration. Un certain nombre de responsables éminents et de membres de la Milice redoutée ont été assassinés, souvent par

des moyens exceptionnellement brutaux, provoquant des représailles effroyables, comme par exemple la destruction du village d'Oradour-sur-Glane et le meurtre de ses 642 habitants.

Puis ce sera le Débarquement de Provence, le 15 août 1944, cette fois, les Forces Françaises sont étroitement associées aux opérations, contrairement au débarquement de Normandie.

Puis arriva le 20 août 1944 !

De Gaulle arrive enfin en France à l'aérodrome de Maupertuis. C'est là



qu'il rencontre le Général Eisenhower, et prononce ses discours de Cherbourg, Coutances, Avranches et Rennes. La libération de la capitale française ne figurait pas en tête des priorités des Alliés car elle avait relativement peu de valeur stratégique, mais de Gaulle et le commandant de la 2e Division blindée française, le Général Philippe Leclerc étaient toujours extrêmement préoccupés par une prise de contrôle communiste. De Gaulle a réussi à faire pression pour que Paris devienne une priorité pour la libération pour des raisons humanitaires et a obtenu du commandant suprême allié, le Général Dwight D. Eisenhower, un accord autorisant les troupes françaises à entrer en premier dans la capitale. Quelques jours plus tard, la division du Général Leclerc entre dans la périphérie de la ville, et après six jours de combats dans lesquels la résistance joue un rôle majeur, la garnison allemande de 5 000 hommes se rend le 25 août, bien que quelques flambées sporadiques de combats se poursuivent pendant plusieurs jours. Le Général Dietrich von Choltitz,

le Commandant de la Garnison, a été chargé par Hitler de raser la ville au sol, cependant, il a simplement ignoré l'ordre et s'est rendu avec ses forces.

Arrivée triomphale sur les Champs Élysées

Heureusement pour de Gaulle, les Allemands ont expulsé de force des membres du gouvernement de Vichy et les ont emmenés en Allemagne quelques jours plus tôt, le 20 août, cela lui a permis d'entrer à Paris, le 26 août, en tant que libérateur au milieu de l'euphorie générale, mais il y avait de sérieuses inquiétudes que les éléments communistes de la résistance, qui avaient tant fait pour ouvrir la voie aux militaires, tenteraient de saisir la possibilité de proclamer leur propre «gouvernement populaire» dans la capitale.

De Gaulle a pris contact avec Leclerc et a exigé la présence de la 2e Division blindée pour l'accompagner lors d'un défilé de masse sur les Champs-Élysées, «tant pour le prestige que pour la sécu-

rité». Et ce malgré le fait que l'unité de Leclerc combattait dans le cadre de la 1ère armée américaine et était soumise à des ordres stricts de poursuivre son prochain objectif sans obéir aux ordres de personne d'autre. En l'occurrence, le Général Américain Omar Bradley a décidé que la Division de Leclerc serait indispensable pour le maintien de l'ordre et la liquidation des dernières poches de résistance dans la capitale française. Plus tôt, le 21 août, de Gaulle avait nommé son conseiller militaire, le Général Marie-Pierre Koenig, Gouverneur de Paris.

Le 26 août 1944, le Général de Gaulle ranime la flamme du Soldat Inconnu et il descend les Champs-Élysées, sous l'acclamation de tout un peuple et de parisiens, désormais libres...

Une histoire méconnue

Les Américains, après le Débarquement et la victoire des Alliés, avaient d'autres projets pour la France... Le fameux «Nouvel Ordre national», était souhaité par les Alliés et par les Américains en particulier. La scène idéaliste des Alliés, Churchill, Roosevelt, Eisenhower, de Gaulle n'a jamais eu lieu ! La France avait accueilli avec ferveur et enthousiasme, les Américains salvateurs, mais rapidement le ton et les discours changèrent et de Gaulle avait tout compris depuis fort longtemps !

Car, après les premiers jours et l'euphorie de la victoire, les Américains se conduisirent plutôt en colonisateurs qu'en libérateurs.

En fait, il est probable que les Américains avaient une idée précise de ce qu'ils voulaient sur notre sol, gouverner la France tout simplement ! Il se murmurait même que la France pourrait avoir les mêmes droits et pas plus que les vaincus, l'Italie, l'Allemagne et le Japon.

Un statut de protectorat AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories). Pour être plus clair, il s'agissait d'un gouvernement américain tout simplement destiné à prendre les rênes et à contrôler les territoires occupés. Après l'Allemagne, c'était au tour de l'Amérique de nous envahir, même si cela se faisait dans la paix ! Avec l'AMGOT, la souveraineté de la France aurait été abolie...

1944/1946, gouvernement provisoire de la France Libérée

Roosevelt a insisté pour qu'un gouvernement militaire allié pour les territoires occupés (AMGOT) soit mis en place en France, mais le Secrétaire à la guerre et le Sous-secrétaire à la guerre s'y sont opposés, ainsi que Eisenhower, qui s'était fermement opposé à l'imposition d'AMGOT en Afrique du Nord. Eisenhower, contrairement à Roosevelt, voulait coopérer avec de Gaulle, et il a obtenu une promesse de dernière minute du Président à la veille du jour J que les officiers alliés n'agiraient pas en tant que gouverneurs militaires et coopéreraient plutôt avec les autorités

Des coups de feu sur de Gaulle

Alors que son cortège longeait la place de la Concorde le samedi 26 août, il a fait l'objet de tirs de mitrailleuses par des miliciens de Vichy qui n'ont pas pu se rendre. Plus tard, en entrant dans la Cathédrale Notre-Dame pour être reçu à la tête du gouvernement provisoire par le Comité de Libération, des coups de feu éclatent à nouveau, et Leclerc et Koenig tentent de le bousculer par la porte, mais de Gaulle ne vacilla pas. Pendant que la bataille commençait dehors, il descendit lentement l'allée. Avant qu'il ne soit allé loin, un pistolet mitrailleur a tiré par le haut, au moins deux autres se sont joints à lui, et par le bas les FFI et la police ont riposté.

Un correspondant de la BBC qui était présent a rapporté

... Le Général est présenté au peuple. Il est reçu... Ils ont ouvert le feu ! ... Le tir a commencé partout... C'était l'une des scènes les plus dramatiques que j'aie jamais vues. ... Le Général de Gaulle marcha droit devant ce qui me semblait être une grêle de feu ... mais il continua droit devant sans hésitation, les épaules rejetées en arrière et marcha droit dans l'allée centrale, même pendant que les balles coulaient à propos de lui. C'était l'exemple de courage le plus extraordinaire que j'aie jamais vu ... il y avait une frange, des éclairs tout autour de lui, mais il semblait avoir une attitude absolument normale.

Plus tard, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, de Gaulle est accueilli par une foule en liesse et, proclamant la continuité de la IIIe République, prononce un célèbre discours, dont voici un extrait !

Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle.



Allemand champs élysées 1940

locales en tant que Les Forces alliées ont libéré le territoire français.

Avec les partis d'avant-guerre et la plupart de leurs dirigeants discrédités, il y avait peu d'opposition à de Gaulle et ses associés formant une administration intérimaire. Afin de ne pas être considéré comme présument sa position dans des temps aussi austères, de Gaulle n'a pas utilisé l'une des grandes résidences officielles telles que l'hôtel de Matignon ou le Palais Présidentiel de l'Élysée, mais a résidé brièvement dans son ancien bureau au Ministère de la Guerre. Quand il a été rejoint par sa femme et ses filles peu de temps après, ils ont emménagé dans une petite villa, appartenant à l'État, au bord du Bois de Boulogne, qui avait été réservée à Hermann Göring.

De Gaulle affirmera plus tard dans ses mémoires qu'il a bloqué AMGOT.



26 août 1944, la foule attend Charles de Gaulle

De Gaulle ne fêtera jamais le 6 juin !

Pourquoi autant d'ingratitude ou d'arrogance de la part de De Gaulle vis-à-vis du débarquement ? Simplement parce que ce ne fut pas son combat, du moins, pas comme il le pensait et l'aurait souhaité ! Il dira plus tard, que le débarquement du 6 juin, fut l'affaire des Anglo-Saxons et la France, pourtant en première ligne a été totalement exclue. De Gaulle pensait que les Américains étaient bien décidés à s'installer en France exactement comme en territoire ennemi ! L'AMGOT était là pour gouverner la France. La preuve, les Américains commençaient à distribuer des billets de banque en Normandie ! Des billets de banque en tout point identiques au dollars américains ! Pour Roosevelt, de Gaulle était un « apprenti dictateur » et il ne pouvait se résoudre à ce qu'il accède au pouvoir. De Gaulle reconnu plus tard que le côté méprisant et hautin de Churchill et de Roosevelt à son égard lui étaient insupportables... De Gaulle disait que la France avait été traitée comme un paillason... et que sans son intervention, en imposant ses commissaires de la république, ses préfets, ses comités de libération, la France était le prélude à une seconde occupation, alors non, il ne fallait pas compter sur lui pour commémorer le 6 juin 1944 ! Pire, il pensait que les Américains ne se souciaient absolument pas de libérer la France, pas plus que les Russes de libérer la Pologne... Avec le temps et les agissements des Américains sur d'autres lieux et champs de bataille, on ne peut que donner raison au Général !

Environ 25 % de la ville était en ruine et les services publics et le carburant étaient presque inexistantes. Des manifestations publiques à grande échelle ont éclaté dans toute la France pour protester contre le manque apparent d'action pour améliorer l'approvisionnement alimentaire, tandis qu'en Normandie, des boulangeries ont été pillées. Le problème ne vient pas de l'agriculture française, qui a largement continué de fonctionner sans problème, mais de l'effondrement quasi total des infrastructures du pays. De vastes zones de voies ont été détruites par les bombardements, la plupart des équipements modernes, du matériel roulant, des camions et des animaux de ferme ont été emportés en Allemagne et tous les ponts sur la Seine, la Loire et le Rhône entre Paris et la mer ont été détruits. Le marché noir a poussé les prix réels à quatre fois le niveau de 1939, obligeant le gouvernement à imprimer de la monnaie pour essayer d'améliorer la masse monétaire, ce qui n'a fait qu'ajouter à l'inflation.

Les grandes manœuvres commencent

Après la fin des célébrations, de Gaulle a commencé à s'entretenir avec des personnalités de la Résistance qui, avec les Allemands partis, avaient l'intention de continuer en tant que force politique et militaire, et ont demandé à recevoir un bâtiment du gouvernement pour leur servir de quartier général. La Résistance, dans laquelle les communistes étaient en concurrence avec d'autres tendances pour le leadership, avait développé son propre manifeste pour le changement social et politique connu sous le nom de Charte du Conseil National de la Résistance (CNR), et voulait un statut spécial pour entrer dans l'armée sous leurs propres drapeaux, rangs et honneurs.

Malgré leur soutien décisif en le soutenant contre Giraud, de Gaulle a déçu certains dirigeants de la Résistance en leur disant que bien que leurs efforts et leurs sacrifices aient été reconnus, ils n'avaient plus de rôle à jouer et qu'à moins qu'ils rejoignent l'armée régulière, ils devraient déposer les armes et retourner à la vie civile.

8 mai 1945, De Gaulle saluant les parisiens



Exit les comités de libération

Les considérant comme une force révolutionnaire dangereuse, de Gaulle a décidé de démanteler les comités de libération et d'autres milices. Les communistes étaient non seulement extrêmement actifs, mais ils recevaient un niveau de soutien populaire qui dérangeait de Gaulle. Dès mai 1943, le Secrétaire d'État Américain Cordell Hull avait écrit à Roosevelt pour lui demander d'agir pour tenter de freiner la montée du communisme en France.

Gouvernement provisoire de la République Française

Le 10 septembre 1944, le Gouvernement

provisoire de la République Française ou Gouvernement d'unanimité nationale est formé. Il comprenait de nombreux associés français libres de De Gaulle tels que Gaston Palewski, Claude Guy, Claude Mauriac et Jacques Soustelle, ainsi que des membres des principaux partis, dont les socialistes et un nouveau parti démocrate-chrétien, le MRP, sous la direction de Georges Bidault, qui a été Ministre des Affaires Etrangères.

Le Président du Sénat d'avant-guerre, Jules Jeanneney, a été ramené en tant que membre de second rang, mais en raison de leurs liens avec la Russie, de Gaulle n'a accordé aux communistes



que deux postes mineurs dans son gouvernement. Alors qu'ils étaient désormais une force politique majeure avec plus d'un million de membres, sur un cabinet complet de 22 hommes, seuls Augustin Laurent et Charles Tillon - qui en tant que Chef des Francs-Tireurs et Partisans avaient été l'un des membres les plus actifs de la résistance - ont reçu des ministères. Cependant, de Gaulle a gracié le chef des communistes Maurice Thorez, qui avait été condamné à mort par contumace par le Gouvernement Français pour désertion. À son retour de Russie, Thorez a prononcé un discours en faveur de De Gaulle dans lequel il a

déclaré que pour le moment, la guerre contre l'Allemagne était la seule tâche qui comptait.

Quelques têtes qui deviendront célèbres

Il y avait aussi un certain nombre de nouveaux visages dans le Gouvernement, y compris un universitaire littéraire, Georges Pompidou, qui avait écrit à l'un des agents de recrutement de De Gaulle offrant ses services, et Jean Monnet, qui malgré son opposition passée au général maintenant reconnu le besoin d'unité et a été commissaire à la planification économique. De rang égal aux ministres

Les conditions de vie immédiatement après la libération étaient encore pires que sous la domination allemande.

et ne relevant que du Premier Ministre, plusieurs commissaires de la République ont été nommés pour rétablir les institutions démocratiques de la France et étendre la légitimité du gouvernement provisoire. Plusieurs anciens associés de la France libre ont servi de commissaires, dont Henri Fréville, Raymond Aubrac et Michel Debré, chargé de réformer la fonction publique.

De façon controversée, de Gaulle a également nommé Maurice Papon Commissaire de l'Aquitaine malgré son implication dans la déportation de Juifs alors qu'il était haut fonctionnaire de police sous le régime de Vichy pendant l'occupation. Au fil des ans, Papon est resté à des postes officiels élevés mais a continué d'être impliqué dans des événements controversés tels que le massacre de Paris en 1961, qui a finalement été reconnu coupable de crimes contre l'humanité en 1998.

Visite des grandes villes

La politique de De Gaulle était de reporter les élections tant que 2,6 millions de Français étaient en Allemagne prisonniers de guerre et travailleurs forcés. À la mi-septembre, il a entrepris une tournée dans les grandes villes de la province pour accroître sa visibilité et contribuer à consolider sa position. Bien qu'il ait reçu un accueil largement positif de la part des foules qui sont venues le voir, il a estimé que quelques mois auparavant, les mêmes personnes étaient venues encourager le Maréchal Pétain alors qu'il était au service du Régime de Vichy. Raymond Aubrac dit que le général s'est montré peu à l'aise dans les fonctions sociales, à Marseille et à Lyon, il est devenu furieux quand il a dû s'asseoir à côté d'anciens chefs de la Résistance et a également exprimé son dégoût pour le comportement turbulent et libidineux des jeunes Français lors des défilés du Maquisard qui ont précédé son discours.

CHARLES DE GAULLE / LA SECONDE GUERRE MONDIALE

9 mai 1945, foule Champs Élysées



Au cours de la tournée, de Gaulle a montré son manque habituel de préoccupation pour sa propre sécurité en se mêlant à la foule et en se faisant ainsi une cible facile pour un assassin. Bien qu'il soit naturellement timide, la bonne utilisation de l'amplification et de la musique patriotique lui a permis de transmettre son message selon lequel, bien que la France entière soit fragmentée et souffrante, ensemble, ils ressusciteraient. À chaque discours, il s'arrêtait à mi-chemin pour inviter la foule à se joindre à lui pour chanter La Marseillaise, avant de continuer et de finir en levant les mains en l'air et en criant «Vive la France !».

Victoire en Europe

En mai 1945, les armées allemandes se sont rendues aux Américains et aux Britanniques à Reims, et un armistice séparé a été signé avec la France à Berlin.

De Gaulle a refusé d'autoriser toute participation britannique au défilé de la victoire à Paris.

Une autre confrontation avec les Américains a éclaté peu de temps après l'armistice lorsque les Français ont envoyé des troupes pour occuper la région frontalière italienne francophone du Val d'Aoste. Le Commandant Français a menacé d'ouvrir le feu sur les troupes américaines si elles tentaient de les arrêter, et un Truman furieux a ordonné la fin immédiate de toutes les expéditions

d'armes vers la France. Truman a envoyé à de Gaulle une lettre de colère disant qu'il trouvait incroyable que les Français puissent menacer d'attaquer les troupes américaines après avoir tant fait pour libérer la France.

Cependant, de Gaulle a été généralement bien reçu aux États-Unis immédiatement après la Seconde Guerre mondiale et a soutenu les États-Unis dans les commentaires publics. Il s'est rendu à New York le 27 août 1945 pour accueillir chaleureusement des milliers de personnes de la ville et de son Maire Fiorello LaGuardia. Ce jour-là, de Gaulle a souhaité «Vive les États-Unis d'Amérique». Il a visité l'Hôtel de Ville de New York et l'aéroport Idlewild (aujourd'hui aéroport international John F. Kennedy), et a remis à LaGuardia le prix Grand-Croix de la Légion d'Honneur.

Gouvernements provisoires

Le gouvernement du régime de Vichy se termine le 20 août 1944, avec l'exil du Maréchal Pétain en Allemagne. Durant deux ans, de 1944 à 1946, cinq gouvernements provisoires verront le jour ! Deux dirigés par Charles de Gaulle, puis

Felix Gouin, Georges Bidault et enfin Léon Blum. Ces gouvernements se nommeront «régime politique républicain». Ils mettront en place la Constitution de 1946.

Démission du général de Gaulle

Charles de Gaulle, chef du gouvernement se trouve, dès 1946, en situation difficile. Il est largement isolé face à une Assemblée élue, et dont les plus grands partis et, en particulier, le puissant Parti Communiste, lui montrent de plus en plus d'hostilités. Le PCF ainsi que le SFIO souhaite refermer la parenthèse de Gaulle et son Gaullisme... Le 20 janvier 1946, il quitte alors le gouvernement en démissionnant. Il se retire alors à Colombey-les-deux-Eglises. Mais il poursuit ses activités politiques malgré tout avec de nombreux discours...

**La Seconde Guerre
Mondiale se termine
officiellement en Europe
le 8 mai 1945, à 23h01
(heure allemande).**



Libération de Paris, Champs Élysées 25 août 1944

CHARLES DE GAULLE

L'APRÈS-GUERRE

UNE ABSTINENCE

VOULUE !

Après avoir monopolisé la politique française pendant six ans, Charles de Gaulle démissionne et retourne chez lui pour écrire ses mémoires de guerre, mais pas que...







De Gaulle avait dit à Pierre Bertaux en 1944 qu'il envisageait de prendre sa retraite car «la France pourrait encore un jour avoir besoin d'une image pure... Si Jeanne d'Arc s'était mariée, elle n'aurait plus été Jeanne d'Arc».

Le fameux premier paragraphe des Mémoires de Guerre commence par déclarer : «Toute ma vie, j'ai eu une certaine idée de la France», comparant son pays à un vieux tableau d'une Vierge, et conclut en déclarant que, compte tenu du caractère diviseur de la politique française, la France ne peut véritablement être à la hauteur de cet idéal sans une politique de «grandeur».

Pendant cette période de retraite officielle, cependant, de Gaulle a maintenu des contacts réguliers avec les anciens lieutenants politiques de l'époque de la

guerre et du FPR, y compris les sympathisants impliqués dans les développements politiques en Algérie Française, devenant «peut-être l'homme le mieux informé de France».

Une retraite, vraiment ?

Malgré son retrait du Gouvernement, de Gaulle continue de faire de la politique, même s'il s'en défend. Le 16 juin 1946, il prononce son discours de Bayeux.

Le discours du 16 juin 1946 est l'un de ses discours les plus importants. Deux ans après l'invasion de la Normandie, dans la ville symbolique, première ville de France continentale libérée par les Alliés, où il a mis les pieds sur le sol français en juin 1944, de Gaulle a prononcé un dis-

cours où il a évoqué la forme qu'aurait la Constitution Française.

Lorsque De Gaulle est apparu sur le balcon de la Mairie de Bayeux, le public l'a accueilli avec des cris de «Prenez le pouvoir» !

De Gaulle a plaidé pour une réduction du pouvoir du parlement allant jusqu'à dire, «il va sans dire que le Parlement, qui est composé de deux chambres et exerce le pouvoir législatif, ne peut être la source du pouvoir exécutif». Il a déclaré qu'il soutenait un parlement bicaméral avec un Chef d'État au-dessus des partis. En cas d'urgence, le Chef de l'État serait le garant de l'indépendance nationale et des traités signés par la France.

Les idées qu'il a avancées dans son discours de Bayeux inspireront la Constitution de 1958.

CHARLES DE GAULLE / L'APRÈS-GUERRE

En avril 1947, de Gaulle tenta à nouveau de transformer la scène politique en créant un Rassemblement du Peuple Français (Rassemblement du Peuple Français, ou RPF), qu'il espérait pouvoir dépasser les querelles de partis familières du système parlementaire. Malgré le fait que le nouveau parti ait obtenu 40 % des voix lors des élections locales et 121 sièges en 1951, sans sa propre presse et sans accès à la télévision, son soutien a diminué. En mai 1953, il se retire de nouveau de la politique active, bien que le RPF persiste jusqu'en septembre 1955. Comme avec toutes les puissances coloniales, la France a commencé à perdre ses possessions d'outre-mer au milieu de la montée du nationalisme. L'Indochine française (aujourd'hui Vietnam, Laos et Cambodge), colonisée par la France au milieu du XIXe siècle, avait été perdue par les Japonais après la défaite de 1940. De Gaulle avait l'intention de conserver la colonie française d'Indochine, ordonnant le parachutage des agents Français et des armes en Indochine fin 1944 et début 1945 avec l'ordre d'attaquer les Japonais alors que les troupes Américaines frappaient les plages.



Général de Gaulle le 28 Juillet 1946, aux côtés Général et du Maire M. Jean Jeukens, Louis Jacquinet, le Général Gilliot, le Capitaine Guy (Officier d'ordonnance) ainsi que M. Girod Saunier, Fizaine, Glory, Weill, Gauthier.



La quatrième République

La Quatrième République Française était le Gouvernement Républicain de la France entre 1946 et 1958, régi par la quatrième constitution républicaine. Il s'agissait à bien des égards d'une renaissance de la IIIe République qui était en place de 1870 pendant la guerre franco-prussienne à 1940 pendant la Seconde Guerre mondiale, et qui a subi bon nombre des mêmes problèmes. La France a adopté la constitution de la IVe République le 13 octobre 1946.

Malgré le dysfonctionnement politique, la IVe République a connu une ère de grande croissance économique en France et de reconstruction des institutions sociales et de l'industrie du pays après la Seconde Guerre mondiale, grâce à l'aide fournie par les États-Unis dans le cadre du plan Marshall. Elle a également vu le début du rapprochement avec l'ancienne Allemagne ennemie de longue date, ce qui a conduit à son tour à la coopération franco-allemande et finalement au développement de l'Union

Européenne. Certaines tentatives ont également été faites pour renforcer le pouvoir exécutif du Gouvernement afin de prévenir la situation instable qui existait avant la guerre, mais l'instabilité est restée et la IVe République a vu de fréquents changements de gouvernement - il y avait 21 administrations dans ses 12 ans d'histoire. De plus, le Gouvernement s'est révélé incapable de prendre des décisions efficaces concernant la décolonisation des nombreuses colonies françaises restantes. Après une série de crises, surtout la crise algérienne de 1958, la IVe République s'est effondrée.

Le Chef de guerre Charles de Gaulle est revenu de sa retraite pour présider une administration de transition qui avait le pouvoir de concevoir une nouvelle constitution française. La quatrième République a été dissoute par un référendum public le 5 octobre 1958 qui a établi la cinquième République moderne avec une présidence renforcée.



Lors d'une conférence de presse le 19 mai, de Gaulle a affirmé à nouveau qu'il était à la disposition du pays.



Bien que de Gaulle ait agi rapidement pour consolider le contrôle français du territoire au cours de son bref premier mandat à la présidence dans les années 40, le communiste vietminh sous Ho Chi Minh a commencé une campagne déterminée pour l'indépendance à partir de 1946. Les Français ont mené une amère guerre de sept ans (la première guerre d'Indochine) pour s'accrocher à l'Indochine. Il a été largement financé par les États-Unis et est devenu de plus en plus impopulaire, en particulier après la défaite éclatante de la bataille de Dien Bien Phu.

La France s'est retirée cet été sous le Premier Ministre Pierre Mendès France. L'indépendance du Maroc et de la Tunisie a été arrangée par Mendès France et proclamée en mars 1956. Pendant ce temps, en Algérie, quelque 350 000 soldats français combattaient 150 000 combattants du Mouvement de Libération de l'Algérie (FLN). En quelques années, la guerre d'indépendance algérienne a atteint un sommet en termes de sauvagerie et de carnage et a menacé de se propager en France métropolitaine elle-même.

Entre 1946 et 1958, la IVe République comptait 24 Ministères distincts. Frustré par la division sans fin, de Gaulle a demandé : «Comment pouvez-vous gouverner un pays qui compte 254 variétés de fromages ?»

L'instabilité politique de la Quatrième République

La Quatrième République a été ravagée par l'instabilité politique, les échecs en Indochine et l'incapacité à résoudre la question algérienne.

Le 13 mai 1958, les colons Pieds-Noirs s'emparent des bâtiments du Gouvernement à Alger, attaquant ce qu'ils considèrent comme la faiblesse du Gouvernement Français face aux demandes de la majorité arabe pour l'indépendance algérienne. Un «Comité de Sécurité Publique Civile et Militaire» a été créé sous la présidence du Général Jacques Massu, sympathisant gaulliste. Le Général Raoul Salan, commandant en chef en Algérie, a annoncé à la radio qu'il

Les Trente Glorieuses

Les Trente Glorieuses a été la grande prospérité des trente années de 1945 à 1975. En 1944, Charles de Gaulle a introduit une politique économique dirigiste, qui comprenait un contrôle d'État substantiel sur une économie capitaliste, qui a été suivie par 30 ans de croissance sans précédent.

Les dommages en temps de guerre étaient considérables et les attentes de réparations importantes de l'Allemagne vaincue ne se sont pas concrétisées. Les États-Unis ont contribué à relancer l'économie française avec le Plan Marshall (1948-1951), qui a donné à la France 2,3 milliards de dollars sans remboursement. La France était le deuxième plus grand bénéficiaire après la Grande-Bretagne. Le total de toutes les subventions et crédits américains à la France de 1946 à 1953 s'élevait à 4,9 milliards de dollars. Il a fourni le financement dont nous avons besoin de toute urgence pour moderniser les systèmes de transport, la production d'électricité et les industries de base, en particulier le ciment, le charbon et

l'acier. Elle exigeait une modernisation des systèmes industriels et de gestion français, le libre-échange et des relations économiques amicales avec l'Allemagne de l'Ouest.

L'économie française a connu une croissance rapide comme les économies d'autres pays développés dans le cadre du Plan Marshall comme l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et le Japon. Ces décennies de prospérité économique combinaient une productivité élevée avec des salaires moyens élevés et une consommation élevée, et étaient également caractérisées par un système très développé de prestations sociales. Selon diverses études, le pouvoir d'achat réel du salaire moyen d'un travailleur français a augmenté de 170 % entre 1950 et 1975, tandis que la consommation privée globale a augmenté de 174 % sur la période 1950-1974.

Le niveau de vie français, qui avait été endommagé par les deux guerres mondiales, est devenu l'un des plus élevés au monde. La population est également devenue beaucoup plus urbanisée, de nombreux départements ruraux ont connu

une décroissance démographique tandis que les grandes agglomérations ont connu une croissance considérable, notamment celle de Paris. La propriété de divers articles et équipements ménagers a considérablement augmenté, tandis que les salaires de la classe ouvrière française augmentaient considérablement à mesure que l'économie devenait plus prospère.

S'il est toujours vrai que la France est en retard dans le nombre de ses téléphones, le logement de la classe ouvrière s'est amélioré au-delà de la reconnaissance et les divers «gadgets» de la société de consommation - de la télévision aux automobiles - sont désormais achetés par la classe ouvrière sur une base encore plus avide que dans d'autres pays d'Europe Occidentale.

La crise mondiale du pétrole de 1973 a ralenti sa croissance explosive. Ainsi, le milieu des années 1970 marque la fin de la période. Les Trente Glorieuses étaient comme une période exceptionnelle de «rattrapage» après les guerres mondiales.

prenait le pouvoir provisoire et a appelé à la confiance en lui-même.

Alors qu'un journaliste exprimait les inquiétudes de certains qui craignaient de violer les libertés civiles, de Gaulle a rétorqué avec véhémence : «Est-ce que je l'ai déjà fait? Au contraire, je les ai rétablis lorsqu'ils ont disparu. Qui croit honnêtement, qu'à 67 ans, je commencerais une carrière de dictateur ?»

Constitutionnaliste de conviction, il a soutenu tout au long de la crise qu'il n'accepterait le pouvoir que des autorités légalement constituées. De Gaulle n'a pas voulu répéter la difficulté que le mouvement de la France libre a éprouvée à établir sa légitimité en tant que gouvernement légitime. Il a déclaré à un assistant que les généraux rebelles «ne trouveront pas de Gaulle dans leurs bagages».

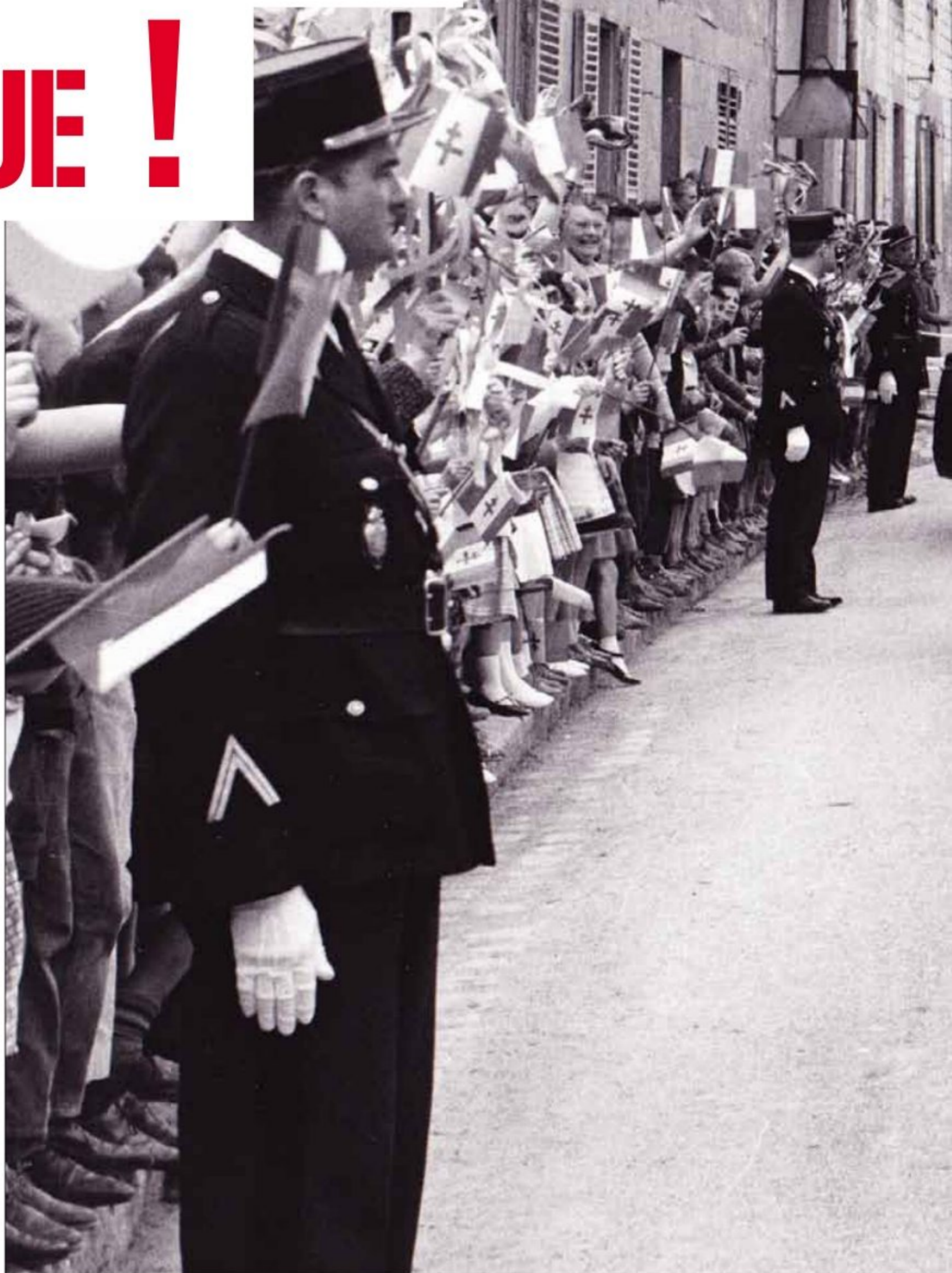
La fin de l'abstinence de Charles de Gaulle venait de prendre fin...



CHARLES DE GAULLE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE !

Aux élections de novembre 1958, de Gaulle et ses partisans (initialement organisés au sein de l'Union pour la Nouvelle République-Union Démocratique du Travail, puis de l'Union des Démocrates pour la Vème République, et plus tard encore de l'Union des Démocrates pour la République, UDR) a remporté une confortable majorité.





Général Charles de Gaulle visite les îles sur Suippe en 1963

CHARLES DE GAULLE / PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE !

En décembre, de Gaulle est élu Président par le collège électoral avec 78% des voix, et inauguré en janvier 1959. En tant que Président de la France, il devient également d'office Coprince d'Andorre. De Gaulle a supervisé des mesures économiques strictes pour revitaliser le pays, y compris l'émission d'un nouveau franc (d'une valeur de 100 anciens francs). Sur le plan international, il a repoussé les États-Unis et l'Union Soviétique, faisant pression pour une France indépendante avec ses propres armes nucléaires, et a fortement encouragé une «Europe libre», croyant qu'une confédération de toutes les nations européennes rétablirait les gloires passées de la grande Europe. Il entreprit de construire la coopération franco-allemande comme pierre angulaire de la Communauté Economique Européenne (CEE), effectuant la première visite d'État en Allemagne d'un chef d'État Français depuis Napoléon. En janvier 1963, l'Allemagne et la France ont signé un traité d'amitié, le traité de l'Élysée. La France a également réduit ses réserves en dollars, les échangeant contre de l'or du gouvernement américain, réduisant ainsi l'influence économique américaine à l'étranger.

Algérie

En devenant Président, de Gaulle a été confronté à la tâche urgente de trouver un moyen de mettre fin à la guerre sanglante et de division en Algérie. Ses intentions étaient obscures. Il s'était immédiatement rendu en Algérie et avait déclaré : «Je vous ai compris», et chacun des intérêts concurrents avait voulu croire que c'était eux qu'il avait compris. Les colons ont supposé qu'il les soutenait et seraient stupéfaits s'il ne le faisait pas.

A Paris, la gauche voulait l'indépendance de l'Algérie.

Bien que le quasi-coup d'État militaire ait contribué à son retour au pouvoir, de Gaulle ordonna bientôt à tous les officiers de quitter les comités rebelles de salut public. De telles actions ont énervé les Pieds-Noirs et leurs partisans militaires. Il a fait face à des soulèvements en Algérie par les Pieds-Noirs et les forces armées françaises. En assumant le



De Gaulle Algérie

rôle de Premier Ministre en juin 1958, il se rendit immédiatement en Algérie et y neutralisa l'armée, avec ses 600 000 soldats. Le Comité d'Alger pour la Sécurité Publique a exprimé haut et fort ses demandes au nom des colons, mais de Gaulle a fait plus de visites et les a contournées.

À long terme, il a conçu un plan pour moderniser l'économie traditionnelle de l'Algérie, a désamorcé la guerre et a offert à l'Algérie l'autodétermination en 1959. Une révolte pied-noir en 1960 a échoué, tandis qu'une autre tentative de coup d'État a échoué en avril 1961. Les électeurs Français ont approuvé son cours lors d'un référendum de 1961 sur l'autodétermination de l'Algérie. De Gaulle a conclu un cessez-le-feu en Algérie avec les accords d'Evian de mars 1962, légitimés par un autre référendum un mois plus tard. Il a donné la victoire au FLN, qui est arrivé au pouvoir et a déclaré son indépendance. La longue crise était terminée.

Bien que la question algérienne ait été réglée, le Premier Ministre, Michel Debré,

a démissionné du règlement final et a été remplacé par Georges Pompidou le 14 avril 1962. La France a reconnu l'indépendance de l'Algérie le 3 juillet 1962, tandis qu'une loi d'amnistie générale a été votée tardivement en 1968, couvrant tous les crimes commis par l'armée française pendant la guerre.

En quelques mois seulement, en 1962, 900 000 Pieds-Noirs ont quitté le pays. Après le 5 juillet, l'exode s'est accéléré à la suite des morts françaises lors du massacre d'Oran de 1962.

Le 23 novembre 1959, dans un discours à Strasbourg, de Gaulle annonce sa vision de l'Europe. Oui, c'est l'Europe, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, c'est toute l'Europe, qui décidera du destin du monde. Son expression, «l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural», a souvent été citée tout au long de l'histoire de l'intégration européenne. Il est devenu, pendant les dix années suivantes, un cri de ralliement politique préféré de de Gaulle.

CHARLES DE GAULLE / PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE !



Mr Huang Chen, Charles de Gaulle et Maurice Couve de Murville, 6 juin 1964, collection particulière

Sa vision contrastait avec l'atlantisme des États-Unis et de la Grande-Bretagne, préférant plutôt une Europe qui agirait comme un troisième pôle entre les États-Unis et l'Union Soviétique. En incluant dans son idéal d'Europe tout le territoire jusqu'à l'Oural, de Gaulle offrait implicitement la détente aux Soviétiques. En tant que dernier chef de Gouvernement de la IV^e République, de Gaulle s'est assuré que le traité de Rome créant la Communauté Economique Européenne était pleinement mis en œuvre et que le projet britannique de zone de libre-échange était rejeté, dans la mesure où il était parfois considéré comme un Père d'Europe.

Élections présidentielles directes

En septembre 1962, de Gaulle a demandé un amendement constitutionnel pour permettre au président d'être directement élu par le peuple et a organisé un autre référendum à cet effet. Après une motion de censure votée par le Parlement le 4 octobre 1962, de Gaulle dissout l'Assemblée Nationale et organise de nouvelles élections. Bien que la gauche ait progressé, les gaullistes ont obtenu une majorité accrue, malgré l'opposition du Mouvement Républicain Populaire démocrate-chrétien (MRP) et du Centre National des Indépendants et des Paysans (CNIP) qui ont critiqué l'euroscpticisme et le présidentialisme de De Gaulle.

La proposition de De Gaulle de modifier la procédure d'élection à la présidence française a été approuvée lors du référendum du 28 octobre 1962 par plus des trois cinquièmes des électeurs malgré une large «coalition de non» formée par la plupart des partis, opposée à un régime présidentiel. Par la suite, le président sera élu au suffrage universel direct pour la première fois depuis Louis Napoléon en 1848.

1962-1968 : Politique de grandeur

Le conflit algérien derrière lui, de Gaulle a pu atteindre ses deux objectifs principaux, la réforme et le développement de l'économie française, la promotion d'une

Tentative d'assassinat

De Gaulle a été visé pour mort par l'Organisation Armée Secrète (OEA), en représailles à ses initiatives algériennes. Plusieurs tentatives d'assassinat ont été faites contre lui, la plus célèbre a eu lieu le 22 août 1962, lorsque lui et sa femme se sont échappés de justesse d'une embuscade organisée de mitrailleuses sur leur limousine Citroën DS. L'attentat du petit Clamart est connu sous le nom d'opération Charlotte Corday ! le 22 août 1962, à 20h20, la fusillade commence ! Le commando ouvre le feu sur la DS présidentielle, crevant immédiatement les pneumatiques.

Georges Watin tire alors une rafale de MAT 49 à l'arrière de la voiture où sont assis de Gaulle et son épouse. La glace arrière, côté de Gaulle, vole en éclats. Lors de l'assaut, in extremis, Boissieu crie à de Gaulle de se baisser, «à terre, père», ce qui leur évite d'être touchés. Puis Boissieu ordonne au chauffeur, Francis Marroux (celui même qui conduisait déjà la DS 19 présidentielle, le 8 septembre 1961, lors de l'attentat de Pont-sur-Seine)

LE FIGARO
ÉDITION DE 5 HEURES
JEUDI 23 AOÛT 1962
235^e JOUR DE L'ANNÉE

ATTENTAT MANQUÉ HIER SOIR CONTRE DE GAULLE

Vers 20 h. 10, près de Villacoublay, des terroristes en deux groupes, à 50 mètres l'un de l'autre, tirent plusieurs rafales de mitrailleuse (120 à 150 balles) sur la voiture présidentielle

LE GÉNÉRAL N'A PAS ÉTÉ ATTEINT

- Il venait de présider le Conseil des ministres et regagnait Colombey
- Aucun blessé parmi les personnes qui l'accompagnaient
- Un automobiliste qui roulait en sens inverse atteint à la main

Un des deux véhicules des agresseurs retrouvé non loin des lieux de la fusillade

L'émotion au Petit-Clamart
L'émotion est grande parmi les résidents de Petit-Clamart. Les conversations sont animées, on s'interroge, on donne des nouvelles, on se livre à des conversations courtoises, tandis que les policiers, attentivement, observent leur quartier et que le route est gardé par des agents de police, mitrailleuse au poing, qui inspectent les voitures, contrôlent l'identité des passagers et soulèvent même parfois certains véhicules.

L'arrivée à Colombey
Le général de Gaulle est arrivé à 22 h. 10 à Colombey-les-Deux-Églises. Il était venu par la route de Saint-Dizier où l'appareil du G.L.A.M. avait atterri.

Conférence au ministère de l'Intérieur sous la présidence de M. Pompidou
Assemblée après l'attentat dans le cabinet de M. Pompidou, ministre de l'Intérieur, à Paris, le 23 août 1962. À gauche, M. De Gaulle, ministre de l'Intérieur, et à droite, M. Pompidou, ministre de l'Intérieur.

UN TÉLÉGRAMME DU PRÉSIDENT KENNEDY
Washington, 23 août 1962.

d'accélérer, ce qu'il fait et parvient, malgré l'état de la voiture et le sol mouillé, à gagner à vive allure le terrain d'aviation de Vélizy-Villacoublay. Sur les 187 balles tirées par le commando, 14 impacts sont identifiés sur la DS18 dont

une dans le dossier du passager avant où était assis de Boissieu et plusieurs à hauteur des visages de Mme de Gaulle et du Général. Autour de l'endroit de l'attentat, tous les magasins sont criblés de balles. Réalisant l'échec de l'attaque, Gérard Buisines tente d'éperonner la DS avec l'Estafette tandis qu'à ses côtés Alain de La Tocnaye, par-delà la portière, tente en vain de mitrailler la DS.



À l'arrivée à la base aérienne de Villacoublay, le Général dit à ceux qui les accueillent : « Cette fois, c'était tangent ». À la surprise des forces de l'ordre les encadrant, Yvonne de Gaulle prononce cette seule phrase, restée célèbre « J'espère que les poulets n'ont rien eu », voulant parler non pas des policiers mais des volailles en gelée achetées chez Fauchon et transportées dans le coffre avant de la voiture. Le Général glisse à l'oreille de son épouse, assise à ses côtés dans l'avion du retour : « Vous êtes brave, Yvonne. De Gaulle a commenté : « Ils tirent comme des cochons ». L'attaque a été organisée par le Colonel Jean-Marie Bastien-Thiry au Petit-Clamart, qui sera jugé et fusillé (l'unique fusillé d'ailleurs de cet attentat), le 11 mars 1963. Frederick Forsyth a utilisé cet incident comme base pour son roman *Le Jour du Chacal*.

politique étrangère indépendante et une forte présence sur la scène internationale. Cela a été nommé par les observateurs étrangers la «politique de grandeur». Et ce fut la période appelée Les Trente Glorieuses dont nous vous parlons en encadré dans le chapitre précédent. Nous ne reviendrons pas sur la période. On peut tout simplement y ajouter quelques remarques. L'économie française a enregistré des taux de croissance sans précédent depuis le XIXe siècle. En 1964, pour la première fois en près de 100 ans [189], le PIB de la France a dépassé celui du Royaume-Uni.

Quatrième puissance nucléaire

Au cours de son premier mandat à la présidence, de Gaulle s'est enthousiasmé par les possibilités du nucléaire. La France a réalisé d'importants travaux dans les premiers stades du développement de l'énergie atomique et, en octobre 1945, il crée le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), responsable de toutes les utilisations scientifiques, commerciales et militaires de l'énergie nucléaire. Cependant, en partie à cause des influences communistes au sein du gouvernement opposé à la prolifération, la recherche a calé et la France a été exclue des efforts nucléaires américains, britanniques et canadiens. Dès avril 1954, hors du pouvoir, de Gaulle soutient que la France doit disposer de son propre arsenal nucléaire. A l'époque, les armes nucléaires étaient considérées comme un symbole de statut national et un moyen de maintenir le

prestige international avec une place à la «table haute» des Nations Unies.

La recherche à grande échelle a repris à la fin de 1954 lorsque le Premier Ministre Pierre Mendès France a autorisé un plan pour développer la bombe atomique, d'importants gisements d'uranium avaient été découverts près de Limoges, dans le centre de la France, fournissant aux chercheurs un approvisionnement illimité en combustible nucléaire. La Force de Frappe indépendante française a vu le jour peu après l'élection de De Gaulle avec son autorisation pour le premier essai nucléaire.

Même si, à l'époque, elle était encore membre à part entière de l'OTAN, la France a mis au point ses propres technologies nucléaires indépendantes, ce qui lui permettrait de devenir partenaire de toutes représailles et de s'exprimer en matière de contrôle atomique.

Le Redoutable, premier sous-marin nucléaire français

Après six ans d'efforts, le 13 février 1960, la France est devenue la quatrième puissance nucléaire du monde lorsqu'un engin nucléaire de grande puissance a explosé au Sahara à environ 700 milles au sud-sud-ouest d'Alger. En août 1963, la France décida de ne pas signer le traité d'interdiction partielle des essais visant à ralentir la course aux armements car elle lui aurait interdit de tester des armes nucléaires au-dessus du sol. La France a continué à effectuer des tests sur le site algérien jusqu'en 1966, dans le cadre

d'un accord avec l'Algérie nouvellement indépendante. Le programme d'essais de la France s'est ensuite déplacé vers les atolls de Mururoa et Fangataufa dans le Pacifique Sud.

Consternation internationale

En novembre 1967, un article du Chef d'Etat-Major Français (mais inspiré de De Gaulle) dans la Revue de la Défense Nationale provoque une consternation internationale. Il a été déclaré que la force nucléaire française devrait être capable de tirer «dans toutes les directions» - y compris même l'Amérique comme cible potentielle. Cette déclaration surprenante a été conçue comme une déclaration de l'indépendance nationale de la France et était en représailles à un avertissement émis il y a longtemps par Dean Rusk que des missiles américains seraient dirigés contre la France si elle tentait d'employer des armes atomiques en dehors d'un plan convenu.

Cependant, la critique de De Gaulle grandissait au sujet de sa tendance à agir seul avec peu de considération pour les opinions des autres. En août, Valéry Giscard d'Estaing s'est inquiété de la politique de De Gaulle lorsqu'il a mis en cause «l'exercice solitaire du pouvoir».

OTAN

Avec le début de la guerre froide et la menace perçue d'invasion de l'Union Soviétique et des pays du bloc de l'Est, les États-Unis, le Canada et un certain nombre de pays d'Europe occidentale ont créé l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour coopérer ordonner une réponse militaire à toute attaque éventuelle. La France a joué un rôle clé durant les premiers jours de l'organisation, fournissant un important contingent militaire et acceptant - après beaucoup de réflexion - la participation des forces ouest-allemandes. Mais après son élection en 1958, Charles de Gaulle a estimé que l'organisation était trop dominée par les États-Unis et le Royaume-Uni et que l'Amérique ne tiendrait pas sa promesse de défendre l'Europe en cas d'invasion soviétique.

De Gaulle a exigé la parité politique avec la Grande-Bretagne et l'Amérique à l'OTAN, et que sa couverture géo-



Le Redoutable

graphique soit étendue aux territoires français à l'étranger, dont l'Algérie, alors en guerre civile. Ce n'était pas le cas, et en mars 1959, la France, invoquant la nécessité de maintenir sa propre stratégie militaire indépendante, a retiré sa flotte méditerranéenne (ALESCMED) de l'OTAN, et quelques mois plus tard, de Gaulle a exigé le retrait de toutes les armes nucléaires américaines du territoire français.

De Gaulle pendant sa présidence

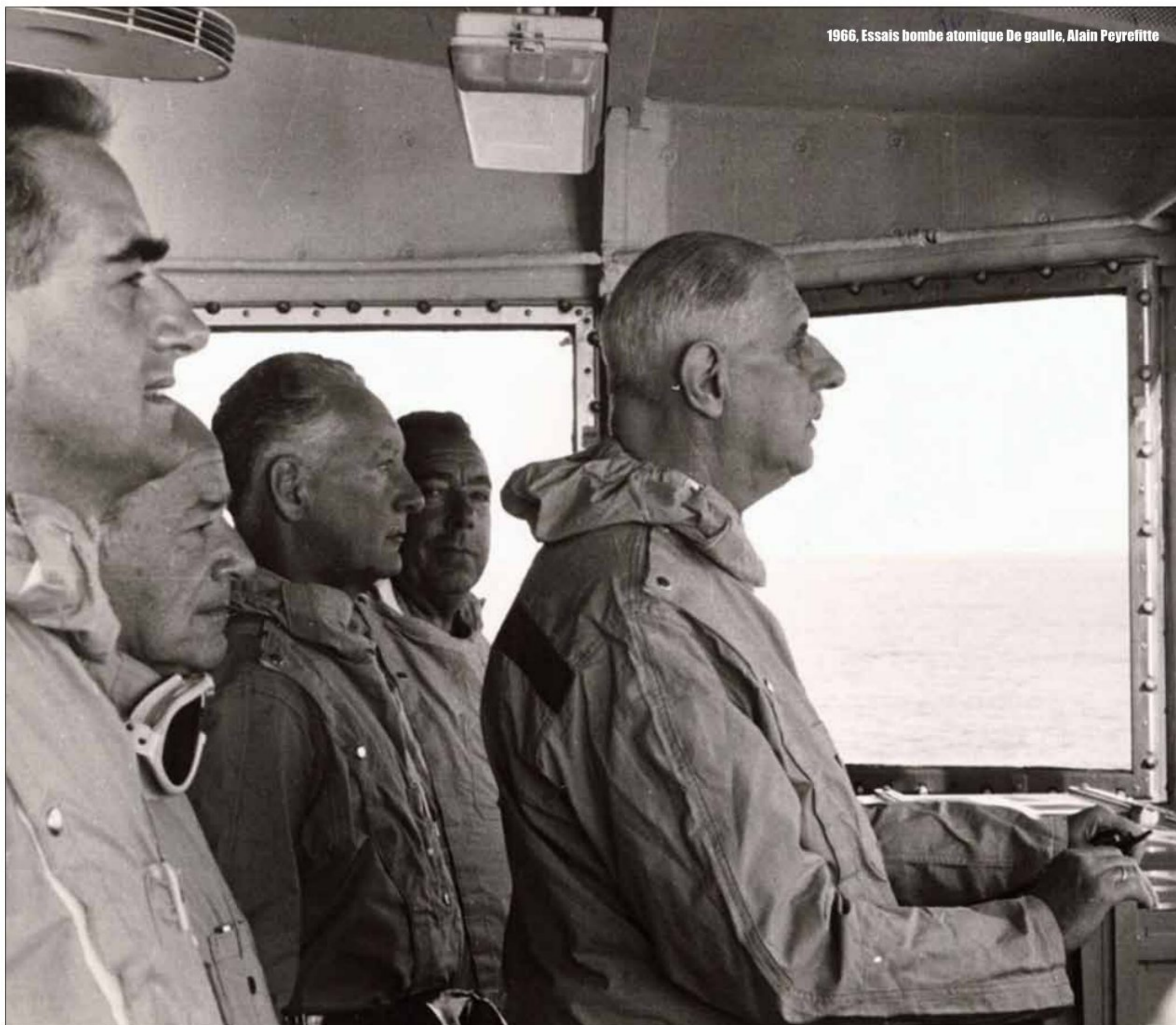
De Gaulle a accueilli un sommet de superpuissance le 17 mai 1960 pour

des pourparlers sur la limitation des armements et des efforts de détente à la suite de l'incident de l'U-2 de 1960 entre le Président des États-Unis Dwight Eisenhower, le Premier Ministre Soviétique Nikita Khrouchtchev et le Premier Ministre Britannique Harold Macmillan. Les relations chaleureuses de De Gaulle avec Eisenhower ont été remarquées à l'époque par les observateurs militaires américains.

De Gaulle a déclaré à Eisenhower : «de toute évidence, vous ne pouvez pas vous excuser, mais vous devez décider comment vous souhaitez gérer cela. Je ferai tout ce que je peux pour être

utile sans être ouvertement partisan». Lorsque Khrouchtchev a condamné les vols U-2 américains, de Gaulle a exprimé à Khrouchtchev sa désapprobation de 18 survols de satellites soviétiques secrets quasi simultanés du territoire français, Khrouchtchev a nié avoir eu connaissance des survols des satellites.

En 1964, de Gaulle a visité l'Union Soviétique, où il espérait établir la France comme une influence alternative dans la guerre froide.



1966, Essais bombe atomique De Gaulle, Alain Peyrefitte

CHARLES DE GAULLE / PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE !

De Gaulle a toujours considéré le communisme comme un phénomène passager et n'a jamais utilisé le terme «Union Soviétique», l'appelant toujours la Russie. Selon lui, ce sont les intérêts nationaux russes plutôt que l'idéologie communiste qui déterminent la prise de décision au Kremlin. Plus tard, il a proclamé une nouvelle alliance entre les nations, mais bien que le Premier Ministre Soviétique Alexei Kosygin se soit rendu plus tard à Paris, les Soviétiques ne considéraient clairement pas la France comme une superpuissance et savaient qu'ils resteraient dépendants de l'alliance de l'OTAN en cas de guerre. En 1965, de Gaulle a retiré la France de SEATO, l'équivalent sud-est asiatique de l'OTAN, et a refusé de participer à toute future manœuvre de l'OTAN.

En février 1966, la France se retire de la structure de commandement militaire de l'OTAN, mais reste au sein de l'organisation. De Gaulle, hanté par les souvenirs

de 1940, souhaitait que la France reste le maître des décisions qui l'affectent, contrairement aux années 1930 où elle devait suivre au rythme de son alliée britannique. Il a également ordonné à tous les militaires étrangers de quitter la France dans un délai d'un an.

Humour noir

Cette dernière action a été particulièrement mal reçue aux États-Unis, ce qui a incité Dean Rusk, le Secrétaire d'État Américain, à demander à De Gaulle si le retrait des militaires américains, le personnel devait inclure l'exhumation des 50 000 morts de guerre américains enterrés dans les cimetières français.

Deuxième mandat

En décembre 1965, de Gaulle revient en tant que Président pour un deuxième mandat de sept ans. Au premier tour, il n'a pas obtenu la majorité attendue, recevant seulement 45 % des voix. Ses deux principaux rivaux ont fait mieux que

prévu, le gauchiste François Mitterrand a reçu 32 % et Jean Lecanuet, qui a plaidé pour ce que la vie a décrit comme «le gaullisme sans de Gaulle», a reçu 16 %. Il remporte la majorité au deuxième tour, Mitterrand recevant 45 %.

En septembre 1966, dans un discours célèbre à Phnom Penh au Cambodge, il a exprimé la désapprobation de la France de l'implication américaine dans la guerre du Vietnam, appelant à un retrait américain du Vietnam comme seul moyen d'assurer la paix.

De Gaulle considérait la guerre comme «la plus grande absurdité du XXe siècle». Cependant, de Gaulle s'est entretenu fréquemment avec George Ball, le sous-secrétaire d'État du Président Américain Lyndon Johnson, et a dit à Ball qu'il craignait que les États-Unis ne risquent de répéter l'expérience tragique de la France au Vietnam, que De Gaulle ait appelé «ce pays pourri». Ball a envoyé plus tard un mémorandum de 76 pages à Johnson critiquant la politique actuelle de Johnson au Vietnam en octobre 1964.

Mai 1968

Le Gouvernement de De Gaulle a été critiqué en France, notamment pour son style brutal. Alors que la presse écrite et les élections étaient gratuites et que des chaînes privées comme Europe 1 pouvaient diffuser en français depuis l'étranger, l'ORTF de l'État avait le monopole de la télévision et de la radio. Ce monopole signifiait que le gouvernement était en mesure d'influencer directement les informations diffusées. À bien des égards, la France gaulliste était conservatrice, catholique et il y avait peu de femmes à des postes politiques de haut niveau (en mai 1968, les Ministres du Gouvernement étaient à 100 % masculins). [249] De nombreux facteurs ont contribué à une lassitude générale de certaines parties du public, en particulier des jeunes étudiants, qui a conduit aux événements de mai 1968.

En mai 1968, on frise l'insurrection

Les manifestations de masse et les grèves en France en mai 1968 ont gravement remis en cause la légitimité de De



Mai 68, histoire manifestation étudiants, foule de Gaulle



Gaulle. Lui et d'autres chefs de gouvernement craignaient que le pays ne soit au bord d'une révolution ou d'une guerre civile.

Le 29 mai, De Gaulle a disparu sans en avertir le Premier Ministre Pompidou ni quiconque au sein du gouvernement, étourdissant le pays. Il s'est enfui à Baden-Baden en Allemagne pour y rencontrer le Général Massu, alors chef de l'armée française, pour discuter d'une éventuelle intervention de l'armée contre les manifestants. De Gaulle est retourné en France après avoir été assuré du soutien de l'armée, en échange de quoi De Gaulle a accepté l'amnistie pour les comploteurs du Coup d'État de 1961 et les membres de l'OEA.

Lors d'une réunion privée discutant des demandes des étudiants et des travailleurs pour une participation directe aux affaires et au gouvernement, il a inventé

l'expression «La réforme oui, la chienlit non», qui peut être poliment traduite par «réforme oui, mascarade / chaos non». C'était un jeu de mots scatologique vernaculaire signifiant «chie-en-lit, non».

Le terme est maintenant utilisé dans les commentaires politiques français, utilisé à la fois de manière critique et ironique pour faire référence à de Gaulle.

Vive le Québec libre !

En juillet 1967, de Gaulle visite le Canada, qui fête son centenaire avec une exposition universelle à Montréal, Expo 67. Le 24 juillet, s'adressant à une foule nombreuse depuis un balcon de l'Hôtel de Ville de Montréal, de Gaulle crie «Vive le Québec libre ! Vive le Canada français ! Et vive la France !». Les médias canadiens ont sévèrement critiqué la déclaration, et le Premier Ministre du Canada, Lester B. Pearson, a déclaré que «les Canadiens n'ont pas besoin d'être libérés».

De Gaulle a quitté le Canada brusquement deux jours plus tard, sans se rendre à Ottawa comme prévu. Il n'est jamais revenu au Canada. Le discours a offensé de nombreux Canadiens anglophones et a également été fortement critiqué en France et a entraîné une importante rupture diplomatique entre les deux pays.

L'événement a toutefois été considéré comme un tournant décisif par le mouvement de souveraineté du Québec et constitue toujours un jalon important de l'histoire du Québec aux yeux de la plupart des Québécois.

CHARLES DE GAULLE / PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE !

De Gaulle cède du terrain

Mais de Gaulle a proposé d'accepter certaines des réformes recherchées par les manifestants. Il a de nouveau envisagé un référendum pour soutenir ses démarches, mais le 30 mai, Pompidou l'a persuadé de dissoudre le Parlement (au cours duquel le Gouvernement avait pratiquement perdu sa majorité aux élections de mars 1967) et de tenir de nouvelles élections à la place. Les élections de juin 1968 furent un succès majeur pour les gaullistes et leurs alliés, lorsqu'on lui montre le spectre de la révolution ou de la guerre civile, la majorité du pays se rallie à lui. Son parti a remporté 352 des 487 sièges, mais de Gaulle est resté personnellement impopulaire, une enquête menée immédiatement après la crise a montré qu'une majorité du pays le considérait comme trop âgé, trop égo-centrique, trop autoritaire, trop conservateur et trop anti-américain.

Retraite

De Gaulle a démissionné de sa présidence à midi, le 28 avril 1969, suite au rejet de sa proposition de réforme du

Sénat et des gouvernements locaux lors d'un référendum national. Dans un discours télévisé de huit minutes deux jours avant le référendum, De Gaulle a averti que s'il était «désavoué» par la majorité des électeurs, il démissionnerait immédiatement. Cet ultimatum, couplé à une fatigue accrue de De Gaulle chez les Français, a convaincu beaucoup que c'était l'occasion de se débarrasser du Général de 78 ans et le paquet de réformes a été rejeté. Deux mois plus tard, Georges Pompidou a été élu pour lui succéder.

De Gaulle se retira une fois de plus dans son bien-aimé domaine de neuf acres, La Boisserie, à Colombey-les-Deux-Églises, à 250 km au sud-est de Paris. Là, le Général, qui décrivait souvent la vieillesse comme un « naufrage », a poursuivi ses mémoires, dictés à son secrétaire à partir de notes. Aux visiteurs, de Gaulle déclarait : « Je terminerai trois livres, si Dieu m'accorde la vie ». Le Renouveau, le premier des trois volumes prévus à s'intituler Mémoires de l'espoir, est rapidement terminé et devient immédiatement

un best-sellers de l'histoire de l'édition française.

Mort

Le 9 novembre 1970, à moins de deux semaines de ce qui aurait été son 80e anniversaire, Charles de Gaulle décède subitement, malgré une santé très robuste toute sa vie (sauf pour une opération de la prostate quelques années plus tôt). Il avait regardé les informations du soir à la télévision et joué au Solitaire vers 19 h 40, quand il a soudainement pointé son cou et a dit : « Je ressens une douleur ici », puis s'est effondré. Sa femme a appelé le médecin et le prêtre local, mais au moment où ils sont arrivés, il était mort d'un vaisseau sanguin rompu. Sa femme a demandé à ce qu'elle soit autorisée à informer sa famille avant la publication de la nouvelle. Elle a pu contacter sa fille à Paris rapidement, mais leur fils, qui était dans la marine, a été difficile à retrouver. Le Président Georges Pompidou n'a été informé que le lendemain à 4 heures du matin et a annoncé la mort du Général à la télévision quelque 18 heures après l'événement.

De Gaulle avait pris des dispositions qui exigeaient que ses funérailles aient lieu à Colombey et qu'aucun président ou ministre n'assiste à ses funérailles - seulement ses Compagnons de la Libération. Malgré ses souhaits, le nombre de dignitaires étrangers qui souhaitent honorer de Gaulle est tel que Pompidou est contraint d'organiser un service commémoratif séparé à la cathédrale Notre-Dame, qui se tiendra en même temps que ses funérailles.

Le seul absent notable était le Premier Ministre Canadien Pierre Trudeau, peut-être parce qu'il était toujours en colère contre le cri de De Gaulle de « Vive le Québec libre » lors de sa visite en 1967. Les funérailles du 12 novembre 1970 ont été le plus grand événement de ce genre dans l'histoire de la France, avec des centaines de milliers de Français - dont beaucoup portaient des couvertures et des paniers de pique-nique - et des milliers de voitures garées sur les routes et les champs le long des routes menant aux deux sites. Des milliers d'invités ont



Président Kennedy et le Président De Gaulle à Paris

René Coty accueille De Gaulle



assisté à l'événement, dont le successeur de De Gaulle. Georges Pompidou, le Président Américain Richard Nixon, le Premier Ministre Britannique Edward Heath, le Secrétaire Général de l'ONU U Thant, le Président Soviétique Nikolai Podgorny, le Président Italien Giuseppe Saragat, le Chancelier Ouest-Allemand Willy Brandt et la Reine Juliana des Pays-Bas.

Des trains spéciaux ont été installés pour amener des personnes en deuil supplémentaires dans la région et la foule était si serrée que ceux qui se sont évanouis ont dû passer au-dessus des postes de premiers secours à l'arrière.

Le Général a été transporté à l'église sur un véhicule blindé de reconnaissance et porté à sa tombe, à côté de sa fille Anne, par huit jeunes de Colombey. Alors qu'il était descendu dans le sol, les cloches de toutes les églises de France sonnèrent, partant de Notre-Dame et s'étendant à partir de là.

De Gaulle précise que sa pierre tombale porte la simple inscription de son nom et de ses années de naissance et de mort «Charles de Gaulle, 1890-1970». La famille de De Gaulle a transformé la résidence La Boisserie en fondation. Il abrite actuellement le musée Charles de Gaulle.



Charles De Gaulle

**Le Président Pompidou dira simplement :
«Le Général de Gaulle est mort ; la France est veuve».**